

CHAPITRE

5

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Dossiers

1 Quels sont les étapes et les effets de l'intégration des économies européennes ?

- A. Les principales étapes de l'intégration européenne 172
- B. Les avantages et les limites du marché unique 174
- C. Un marché unique hétérogène et inachevé 176
- D. La politique de concurrence accompagne la mise en œuvre du marché unique 178

2 Quelles sont les spécificités de la politique économique dans le cadre européen ?

- A. Les conséquences du passage à l'euro sur la politique monétaire 180
 - B. Les modalités et les effets de la politique monétaire de la BCE 182
 - C. Des politiques budgétaires contraintes dans le cadre européen 184
- ZOOM SUR...** L'Europe, malade de ses divergences 186

3 Quels sont les défis de la coordination européenne ?

- A. Le *policy mix* européen face aux chocs asymétriques 188
- B. Un nécessaire approfondissement de la gouvernance économique 190

Activités

- 1. De la crise des *subprimes* à la crise des dettes souveraines 192
- 2. La concurrence fiscale au sein de l'UE 193

Synthèse

194

Mobiliser ses connaissances

197

Tout pour réviser

200

Objectif bac

202

À l'issue de ce chapitre, vous saurez

- Que l'intégration européenne s'est faite en plusieurs étapes et sur plusieurs plans (économique, monétaire et politique).
- Quels sont les effets du marché unique sur la croissance.
- Quels sont les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.
- Que la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.
- Que la politique monétaire de la zone euro est conduite par la BCE.
- Que la politique budgétaire relève des États et est contrainte par des traités.
- Que cela implique des difficultés de coordination notamment pour répondre à des chocs asymétriques.

FUSION ALSTOM-SIEMENS : L'UE MET SON VETO ...



Vrai ou faux ?

- ➔ L'Union européenne peut empêcher des fusions ou rachats d'entreprises.

Quiz

Qu'avez-vous retenu de la 2^{de} et de la 1^{re} ?



→ Donnez la ou les bonne(s) réponse(s):

1 Une entreprise qui est en capacité de fixer ses prix (*price maker* ou *faiseur de prix*) sur un marché peut être en situation :

- a. de monopole.
- b. de concurrence monopolistique.
- c. de concurrence pure et parfaite.

2 La politique de concurrence a pour objectif :

- a. d'assurer le contrôle des opérations de concentration d'entreprises.
- b. de veiller à ce que les prix de vente soient favorables aux profits des entreprises.
- c. de repérer et sanctionner les ententes illicites et les abus de position dominante.

3 Une politique budgétaire peut :

- a. augmenter le taux d'intérêt directeur.
- b. creuser le déficit public.
- c. induire un effet d'éviction sur le marché des fonds prétables.

4 La Banque centrale peut :

- a. créer de la monnaie Banque centrale.
- b. stimuler la croissance en augmentant les taux d'intérêt.
- c. agir sur la liquidité du marché interbancaire par des opérations *d'open market*.

Comparer pour comprendre

→ Quelle situation résulte plutôt de la politique monétaire ? de la politique budgétaire ?



Bulle immobilière en Espagne entre 1999 et 2008.



Manifestations anti-austérité en Espagne en 2012.

Une vidéo pour comprendre

→ Quels sont les avantages de la monnaie unique et ses principales faiblesses selon l'économiste Agnès Benassy-Quéré ?

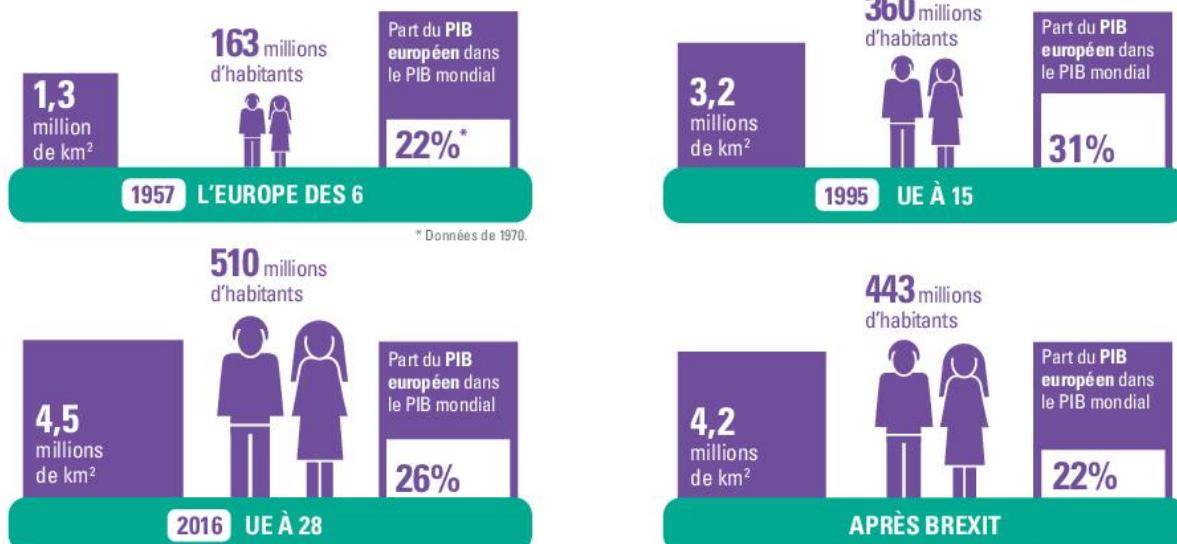
Les 20 ans de l'euro. Quel bilan pour la monnaie unique ?
l'analyse de l'économiste Agnès Bénassy-Quéré.
France 24.



A Les principales étapes de l'intégration européenne

1 Réagir

Quels sont les principaux effets de la construction européenne qui apparaissent ici ?

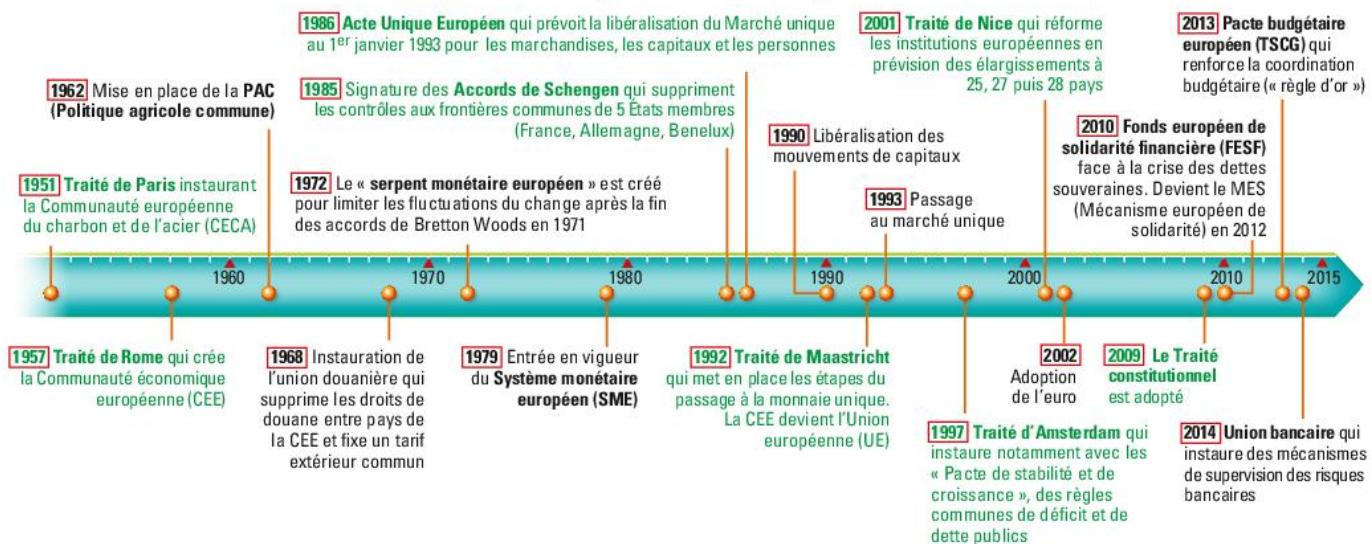


Francesca Fattori et Elisa Bellanger, « L'Europe, une famille éclatée », *Le Monde*, 29 mars 2017.

2 Les principales dates de la construction européenne

DOC FONDAMENTAL

Les grands traités européens



1 Repérer. Quels traités participent à la mise en place du marché unique ? au passage à la monnaie unique ?

2 Comprendre. Montrez quelles étapes contribuent à renforcer les échanges économiques, la circulation des personnes, l'intégration monétaire et bancaire, et la coopération budgétaire.

3 Les étapes de l'intégration européenne selon Bela Balassa

DOC FONDAMENTAL

Bela Balassa¹ a le premier classé, en 1961, les différentes étapes du processus d'intégration :

– **La zone de libre-échange**: les pays membres suppriment toutes les barrières commerciales entre eux-mêmes, mais conservent leurs barrières nationales particulières à l'encontre des échanges avec le reste du monde. [...] L'Accord de libre-échange nord américain (l'ALENA), mis en œuvre depuis le 1^{er} janvier 1994 entre le Canada, le Mexique et les États-Unis, répond à ces critères [...]

– **L'union douanière**: les pays membres suppriment entre eux toutes les barrières commerciales, ils adoptent un tarif douanier commun à l'égard du reste du monde. La politique commerciale devient commune. [...] La Communauté Andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou) est une union douanière (depuis 1969).

– **Le marché commun** suppose une circulation parfaite des marchandises, et donc l'élimination des frontières fiscales et des obstacles techniques au commerce, une libre-circulation des facteurs de production, main-d'œuvre et

capital, entre les pays membres ; [...] Le Marché commun du Sud (MERCOSUR), qui réunit l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, se donne depuis 1991 pour objectif la mise en place d'un grand marché. [...]

– **L'union économique et monétaire** est la forme ultime du processus d'intégration régionale. Pour que le marché commun devienne pleinement efficace, la politique économique doit être unifiée ou, tout au moins, étroitement coordonnée. [...] cela suppose une coordination étroite des politiques fiscales, budgétaires, sociales, une certaine solidarité budgétaire et une forme de gouvernance commune. [...] Une stabilité des changes voire une monnaie unique conduisent à un niveau le plus avancé d'intégration économique : l'union économique et monétaire. L'Allemagne est ainsi issue d'une union douanière, le Zollverein (1834-1871).

Marie-Annick Barthe, *Économie de l'Union européenne*, Économica, 2017.

1. Économiste hongrois né en 1928.

1 **Décrire.** Quelles sont les principales différences entre chaque étape de la typologie de Bela Balassa ?

2 **Illustrer.** Relevez l'exemple associé à chacune des étapes.

Application

À partir de la frise chronologique du document 2, retrouvez chacune des étapes du processus d'intégration européen en spécifiant si vous parlez de la CEE, de l'UE ou de la zone euro.

4 La construction européenne entre intégration et élargissement

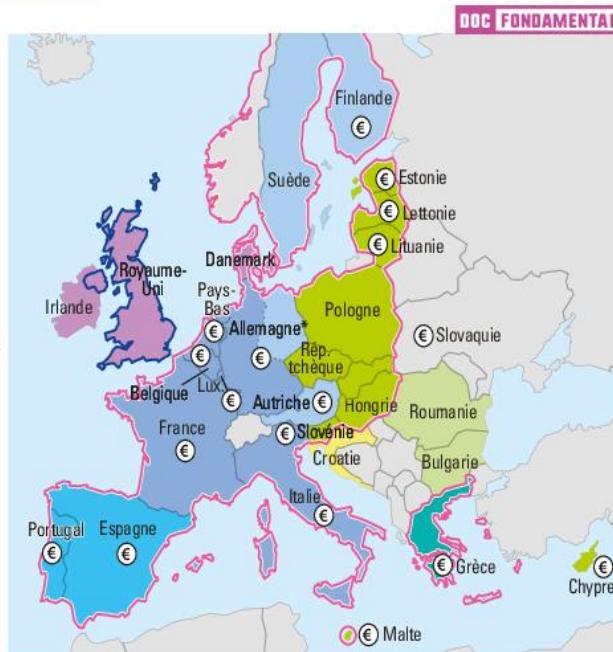
Un défi géopolitique

Une Europe qui n'a pas cessé de s'élargir depuis 1957...

- 1957 : 6 états fondateurs
- 1973 : 9 états
- 1981 : 10 états
- 1986 : 12 états
- 1995 : 15 états
(*réunification allemande en 1990)
- 2004 : 25 états
- 2007 : 27 états
- 2013 : 28 états

... à géométrie variable...

- € Zone Euro
- Espace Schengen
- 2019-2020 : Brexit, 27 états



1 **Décrire.** Recensez les pays appartenant aujourd'hui à l'Union européenne, ceux composant la zone euro et ceux de l'espace Schengen.

2 **Analysier.** Présentez les élargissements successifs de l'UE en vous demandant s'ils sont de même nature.

3 **Approfondir.** Quels avantages et quels inconvénients peuvent avoir l'élargissement de l'UE d'une part, et sa géométrie variable d'autre part ?

Faire le point

Associez la bonne date aux événements suivants : 1. 2004 2. 1986 3. 1993 4. 1990 5. 1992 6. 1957 7. 1999 (2002).

- a. traité de Rome
- b. création de l'UE
- c. passage à l'euro
- d. entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE
- e. entrée de 10 pays d'Europe de l'Est dans l'UE
- f. libre circulation des capitaux
- g. libre circulation des biens et des services.

VIDÉOS

Mission

À partir du site de l'Union européenne et des vidéos d'Arte, présentez les fonctions et les représentants des institutions suivantes : Parlement européen, Conseil européen, Conseil de l'Union européenne, Commission européenne, Banque centrale européenne.

B Les avantages et les limites du marché unique

1 Réagir

Pourquoi le marché unique peut-il favoriser le commerce à l'intérieur de l'Europe ?

Part des exportations de chaque État membre destinées aux autres États membres de l'UE en 2018



Données Eurostat, 2019.



La liberté de circulation a un impact concret sur les citoyens européens : les postes frontières disparaissent.

2 Le marché unique et son impact économique

DOC FONDAMENTAL

Le marché intérieur de l'Union européenne, aussi appelé marché unique, est une union douanière entre tous les États membres de l'UE qui repose sur quatre libertés fondamentales : la libre circulation des biens et des services, des capitaux et des personnes. [...]. Ce marché unique (anciennement appelé « marché commun ») se fonde sur un principe d'efficacité économique, selon lequel la suppression des obstacles à la libre circulation sur le continent permet un développement économique de tous les pays : plus de concurrence, plus d'innovation, et des produits plus nombreux et moins chers.

Au sein du marché unique, les droits de douane et les quotas ont donc été abandonnés entre les États membres. Afin d'assurer la mise en œuvre effective des quatre libertés, le marché unique requiert également des règles de concurrence commune à tous ses membres, une certaine harmonisation fiscale et un rapprochement des législations nationales [...]. Les effets du démantèlement douanier et de la suppression des restrictions quantitatives aux échanges pendant la période de transition (1958-1970) sont spectaculaires : le commerce intracommunautaire est multiplié par 6, tandis que les échanges de la CEE avec les pays tiers sont multipliés par 3. Le PNB moyen progresse de 70 %.

Aujourd'hui, le marché unique permet aux producteurs de s'adresser à plus de 500 millions de consommateurs et aux travailleurs de pouvoir facilement se déplacer dans un espace qui compte plus de 21 millions de PME. [...] Il aurait également permis de doubler le commerce de biens entre les pays membres et « d'atteindre un niveau de PIB réel de 4,4 % plus élevé », selon les estimations d'économistes du Cepii¹.

Justine Daniel, Giovanni Vale, « Le marché unique », *Toute l'Europe.eu*, 20 novembre 2018.

1. T. Mayer, V. Vicard, S. Zignago, « L'Union européenne : combien a-t-on gagné à la faire ? », *La Lettre du CEPII*, n° 389, juin 2018.

- 1 **Lire.** Quels ont été les effets économiques de la suppression des obstacles aux échanges de 1958 à 1970 ?
- 2 **Analyser.** Expliquez pourquoi le marché unique améliore l'efficacité économique.
- 3 **Comprendre.** Montrez que la mise en place des quatre libertés fondamentales du marché unique a conduit à des transferts de souveraineté et à des efforts d'harmonisation.



Application À partir de ce reportage diffusé en janvier 1957 sur le projet de marché commun, recensez les principaux avantages attendus de la mise en place du marché commun.

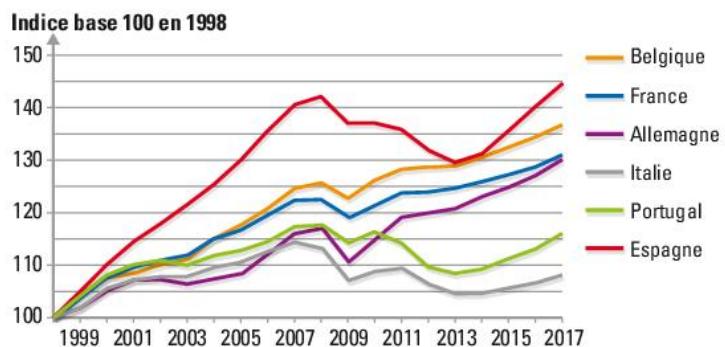
3 Les avantages du marché unique pour les ménages et les entreprises

Les effets macroéconomiques du grand marché ont été simulés à partir de modèles [...] de la Commission européenne et de l'OCDE. La logique économique, au cœur des enchaînements, est la suivante : la suppression des barrières qui entravent le libre fonctionnement des marchés permet une baisse des prix, sous l'aiguillon de la concurrence accrue et d'économies d'échelles.

Les revenus réels des ménages s'en trouvent revigorisés, tandis que les entreprises sont plus compétitives sur les marchés extérieurs, ce qui permet une amélioration du solde extérieur. L'accroissement général de l'activité intérieure et extérieure apparaît dans le PIB et permet mécaniquement d'augmenter les recettes publiques et les créations d'emploi. [...] Le supplément de croissance attendu permettrait une amélioration du solde budgétaire, utilisable, éventuellement pour mettre en place une politique budgétaire active.

Marie Annick Barthes, *Économie de l'Union européenne*, Economica, 2017.

Évolution du PIB entre 1998 et 2017



Fond Monétaire International (FMI), *External Sector Report*, juillet 2017.

- 1 **Décrire.** Expliquez la phrase soulignée en définissant le vocabulaire.
- 2 **Déduire.** Montrez que les effets macroéconomiques attendus du marché unique sont cumulatifs et forment un cercle vertueux.
- 3 **Analyser.** À partir des données chiffrées, montrez que l'Espagne et le Portugal ont connu un rattrapage de richesse par rapport à l'Allemagne entre 1998 et la crise de 2008.

▶ **Fiche méthode 7**

4 Une analyse économique de l'intégration

B. Balassa a montré que les débuts du marché commun se sont rapidement accompagnés d'un développement de la spécialisation des appareils de production. Cette spécialisation s'est avérée principalement intra branche [...]. Les entreprises mettant à profit l'élargissement des marchés pour offrir comme dans la branche automobile une plus grande variété de gamme de produits aux consommateurs, afin de répondre à « une demande de différence » caractéristique de situations de marché en concurrence monopolistique. Ce phénomène est très caractéristique d'une intégration économique de pays proches quant à leurs niveaux de développement et leurs dotations factorielles. Dans ce cas, les gains en termes de bien-être consécutifs à l'agrandissement des marchés sont en général importants d'autant plus que les pertes de bien-être liées aux ajustements nécessités par les déplacements de main-d'œuvre et de capital d'une branche à une autre sont assez

limitées. Ce phénomène rend bien compte du dynamisme économique qu'a connu l'Europe des Six avec la mise en place de l'union douanière mais aussi lors des premières vagues de son élargissement. [...] L'exemple de l'entrée de l'Espagne et de l'Irlande dans l'Union est très révélateur de ce mécanisme vertueux. Il en va autrement lorsque l'ouverture des frontières concerne des pays aux niveaux de développement économique différents et/ou aux dotations factorielles différentes. Dans ce cas la spécialisation se traduit par des échanges interbranches. [...] Les changements de spécialisation peuvent alors concerner des branches entières, entraînant d'importantes réallocations de ressources dans l'espace régional [ce qui] génère du chômage [...] même si à terme l'union économique peut espérer de ce processus une diminution des coûts.

J.-Y. Letessier, J. Silvano, R. Soin, *L'Europe économique et son avenir*, Armand Colin, 2008.

- 1 **Définir.** Rappelez la définition des termes suivants : *spécialisation, échange intrabranche, échange interbranche, dotations factorielles*.

- 2 **Comprendre.** Quels effets les élargissements successifs de l'Europe (de l'Europe des 6 à l'Europe à 15) ont-ils eus sur la spécialisation des économies ?

- 3 **Analyser.** Quels sont les effets négatifs d'un élargissement du marché unique à des pays moins développés économiquement ? Quels en sont néanmoins les avantages ?

Faire le point

Vrai ou faux ?

- a. La mise en place du marché unique a induit un transfert de souveraineté des États membres et un effort d'harmonisation.
- b. L'accès à un grand marché a tendance à accroître les prix dans la zone économique concernée.
- c. Les pays moins développés n'ont pas bénéficié d'une dynamique de rattrapage en rejoignant l'UE.

Vers le bac

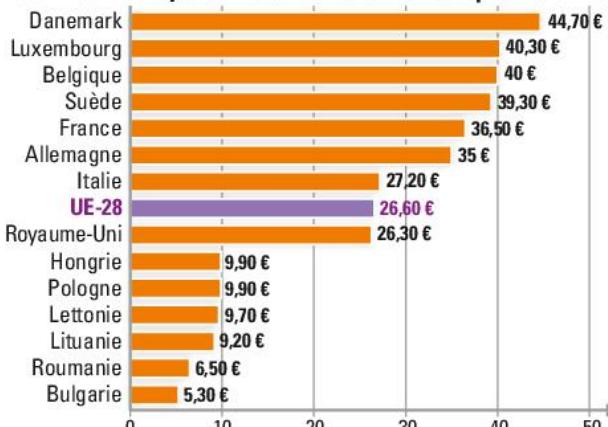
- EC** Partie 1. Présentez deux objectifs de la mise en place du marché unique.

C Un marché unique hétérogène et inachevé

1 Réagir

Présentez l'hétérogénéité des pays de l'UE en matière de coût du travail. Quels peuvent en être les effets pervers ?

Coût horaire moyen du travail dans l'Union européenne en 2018*



* dans les secteurs privés manufacturiers et des services.

Statista.



En 2019, l'entreprise américaine Viskase, qui travaille pour l'industrie agroalimentaire, a supprimé 92 emplois dans son usine des Vosges, soit un tiers des effectifs, en raison d'une « délocalisation » de la production en Pologne.

2 Un marché unique inachevé faute d'harmonisation

Malgré les efforts d'intégration et d'harmonisation menés depuis plusieurs décennies, des obstacles à la libre circulation demeurent à l'intérieur du marché commun. Il existe toujours des freins à la mobilité des Européens (de nouveau réduits en 2017 avec l'abolition des frais d'itinérance – « roaming » – pour les communications téléphoniques à l'étranger), et de nombreuses barrières, linguistiques, normatives, administratives ou culturelles, fragmentent inévitablement le marché. Le *dumping social* est souvent cité pour mettre en évidence les limites du marché unique, le difficile accès aux informations et la difficulté à faire respecter ses règles européennes, comme l'illustre la question emblématique des travailleurs détachés. Profitant d'une coopération défaillante entre les États membres, des employeurs ont utilisé ce statut pour réduire le coût de leur main-d'œuvre et exploiter leurs travailleurs provenant des pays les moins développés. [...]

Le marché unique s'est également développé indépendamment des questions fiscales, qui demeurent une compétence des États membres. En conséquence, certains d'entre eux proposent aux particuliers ou aux entreprises une fiscalité particulièrement attractive au détriment des recettes fiscales de leurs voisins, une pratique assimilée à du *dumping fiscal*. Les « *Paradise papers* » ont par exemple révélé l'existence de structures juridiques autorisées par les Pays-Bas permettant à plusieurs grandes sociétés d'échapper à l'impôt dans les autres pays de l'UE. Le marché commun peut-il dès lors vraiment devenir « unique » ?

Justine Daniel, Giovanni Vale, « Le marché unique », *Touteleurope.eu*, 20 novembre 2018.

À savoir



La question des travailleurs détachés sur la table de l'Union européenne, France 3.

Le *dumping* désigne au sens large une stratégie visant à vendre temporairement à un prix inférieur à ses coûts de production, afin d'éliminer ses concurrents. Le *dumping fiscal* se caractérise par un niveau de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) plus faibles que ceux des pays voisins dans le but d'attirer les entreprises étrangères ou les contribuables fortunés sur son territoire. Les paradis fiscaux sont des cas extrêmes de *dumping fiscal*. Le *dumping social* est le fait de chercher un avantage en termes de compétitivité en profitant des différences de coût du travail et de réglementation du travail entre pays, voire en les contournant.

- Comprendre.** Quels sont les principaux freins à la mobilité des personnes au sein du marché unique ?
- Analyser.** Par quels mécanismes la mobilité des personnes et des capitaux peut-elle favoriser des situations de *dumping* ?
- Approfondir.** Pourquoi les écarts de coût du travail et la concurrence fiscale au sein de l'espace européen peuvent-ils freiner l'approfondissement du marché unique ?

3 Des bénéfices contrastés en fonction des régions

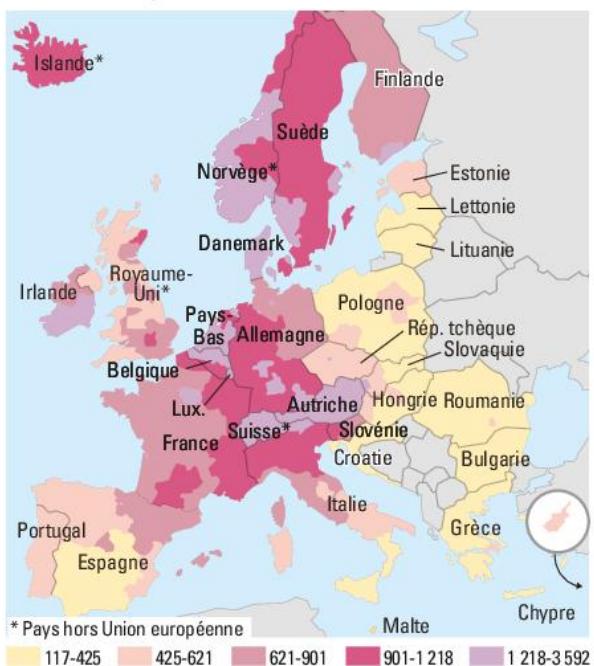
DOC FONDAMENTAL

Selon l'enquête de la Fondation Bertelsmann [...], l'existence du marché unique fait gagner 840 € par an en moyenne à chaque citoyen européen [...]. Avec des écarts. [...] Parmi les principaux gagnants, on trouve aussi les régions dotées d'un dense tissu de PME et de fournisseurs qui exportent à travers l'Union européenne (UE). Mais l'étude [...] distingue deux autres tendances de fond. Tout d'abord, ce ne sont pas les plus grands pays qui profitent le plus du marché unique. Ce sont des États relativement petits [...] qui disposent de filières compétitives mais qui sont dépendants de l'exportation en raison d'un marché domestique trop étroit. [...] Le second constat est que les régions urbanisées s'en tirent mieux que les régions rurales. La liberté du marché unique génère en effet un afflux de main-d'œuvre qualifiée dans les agglomérations. [...] C'est ce qui a permis à Berlin de voir émerger un tissu de start-up dynamiques, à Londres et à Zurich d'attirer les financiers, à Bruxelles de concentrer les institutions européennes. Le marché unique favorise les centres au détriment de la périphérie. Il y a là un risque de déséquilibre.

« Marché unique européen: tous gagnants ! », *Allemagne.diplo.de*, 24 mai 2019.

- 1 Décrire.** Relevez les régions qui bénéficient le plus du marché unique et celles qui en bénéficient le moins. Expliquez.
- 2 Comprendre.** Pourquoi certains pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne peuvent-ils bénéficier du marché unique ?
- 3 Analyser.** Quels sont les principaux facteurs explicatifs des différences de gains annuels moyens par habitant selon les régions ?

Gains annuels moyens du marché intérieur européen par région en euros d'habitant



Note : quatre pays accèdent au marché unique grâce à l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse).

Giordano Mion, Dominic Ponattu, "Estimating the economic impact of Brexit on European countries and regions", *Bertelsmann Stiftung Policy Paper*, mars 2019.

4 Une intégration des services au ralenti

Bien que les marchandises soient aisément échangées et que les citoyens de l'UE aient le droit de vivre et de travailler où ils le désirent, l'élaboration du marché unique est un travail continu. L'énergie, les finances et les transports sont loin d'être intégrés. Le secteur des services, 70 % de l'économie européenne, est particulièrement entravé : en 2012, il ne représentait qu'un cinquième des échanges intra-UE. Il est souvent difficile aux étrangers d'accéder à certaines professions, en raison de règles d'octroi de licences, d'exigences de formation et autres barrières à l'entrée. [...] En 2006, une directive sur les services a réduit les formalités administratives et facilité aux entreprises les opérations à l'étranger, mais sa portée est limitée [...]. Il est beaucoup plus facile de libéraliser le commerce des produits que les marchés des services, jalousement protégés [...]. Deuxièmement, la crise de l'euro a contraint les gouvernements à mettre l'accent sur la stabilité macroéconomique plutôt que sur la régulation délicate du marché. Troisièmement, la commission n'est plus la puissante bête qui, sous la direction du socialiste français Jacques Delors, a assemblé les bases du marché unique dans les années 1980. Aujourd'hui, le pouvoir dans l'UE repose fermement sur les gouvernements, et quelques-uns semblent ennuyés à l'idée de déranger des intérêts nationaux lorsque les avantages de la libéralisation des échanges semblent tellement diffus. [...] Le dynamisme est au point mort et semble peu susceptible de renaître, notamment parce que le départ de la Grande-Bretagne privera le marché unique de son plus grand champion.

« Le blues du marché unique », *Le nouvel Économiste*, 27 juillet 2016.

- 1 Décrire.** Quels sont les différents services évoqués dans l'article et comment est évaluée leur insuffisante mobilité ?
- 2 Comprendre.** Quels sont les obstacles à la circulation des services dans l'espace communautaire ?
- 3 Analyser.** Quels facteurs limitent l'achèvement du marché unique depuis quelques années ? Quels peuvent être les effets du Brexit ?

Faire le point

À l'aide du dossier et de vos connaissances, présentez, s'il y a lieu, les obstacles à la circulation des services, des capitaux et des personnes, et les effets pervers de cette mobilité.

Vers le bac

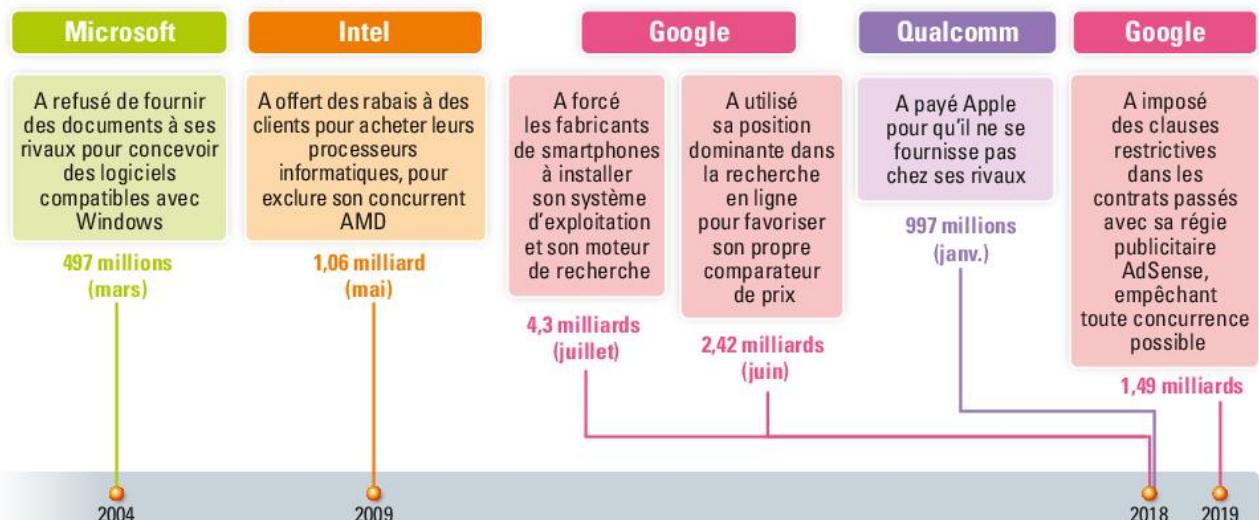
EC **Partie 3.** À quels obstacles se heurte la mise en œuvre du marché unique ?

D La politique de concurrence accompagne la mise en œuvre du marché unique

1 Réagir

Quels sont les objectifs de ces mesures prises par la Commission européenne ?

Sanctions prononcées par l'Autorité de la Concurrence de la Commission européenne



D'après Agence France Presse et Commission européenne.

2 La politique de concurrence au service du marché unique

DOC FONDAMENTAL

La politique de la concurrence est une composante historique de la construction européenne, et ce depuis les années 1950. Tel qu'il a été conçu, le marché unique européen est supposé garantir et fonctionner avec une concurrence libre, loyale et non faussée. [...]

Selon la théorie économique néoclassique, une concurrence libre, loyale et non faussée est un moyen d'amélioration économique. La pression effectuée par les potentiels concurrents sur les entreprises présentes sur le marché et la concurrence qu'elles se livrent entre elles, doit encourager l'innovation, qui améliore leur efficacité et leur compétitivité. Elle conduit également à faire baisser les prix pour les consommateurs et augmenter la diversité des produits présents sur le marché. [...] Cette politique concurrentielle est ainsi censée donner à l'industrie européenne un cadre juridique et des conditions économiques qui lui permettent de se moderniser pour faire face à la concurrence internationale. [...]

Dès 1957, le traité de Rome prévoit déjà des règles de concurrence qui visent en particulier le droit aux autorités européennes de surveiller les cartels, afin d'évaluer leur impact sur la concurrence et l'interdire s'il est jugé nuisible pour le consommateur ou la concurrence.

Le droit européen de la concurrence est ensuite renforcé dans les années 90 avec l'apparition notamment du contrôle des concentrations et lorsque de nombreux secteurs auparavant confiés à des monopoles nationaux ont été ouverts à la concurrence. [...] Afin que ces règles soient respectées, un arbitre neutre et intégré, placé au-dessus de la mêlée des intérêts nationaux est indispensable. C'est donc la Commission européenne qui a la compétence exclusive de la mise en œuvre du droit européen de la concurrence.

Jules Lastennet, Justine Daniel, « La concurrence dans l'Union européenne », *Toutelconomie.eu*, 7 février 2019.

- 1 **Comprendre.** Quelles sont les étapes de la mise en place du droit européen de la concurrence ?
- 2 **Analysier.** Quel est l'intérêt économique d'accroître la concurrence sur les marchés pour les entreprises d'une part et pour les consommateurs d'autre part ?
- 3 **Approfondir.** Pourquoi la politique de concurrence est-elle mise en œuvre par la Commission européenne ?

3 Les missions de la Direction générale à la concurrence de la commission européenne

Objectifs généraux	Moyens	Objectifs intermédiaires	Types de sanctions
Stimuler l'efficience économique des marchés	Action en amont: assurer le contrôle préalable des opérations de concentration	Vérifier que la fusion entre des entreprises ne porte pas atteinte à la concurrence en créant ou renforçant un pouvoir de marché .	– Injonctions (prévenir avant d'entamer des poursuites) – Amendes pour sanctionner des pratiques jugées anticoncurrentielles (exemple de Microsoft ou Intel)
Améliorer le bien-être des consommateurs (leur surplus)	Action en aval: surveiller les comportements et identifier puis sanctionner les pratiques anticoncurrentielles	Repérer deux formes de pratiques: – Les ententes illicites (accords et pratiques concertées entre entreprises – cartels) – L'abus de position dominante (faire obstacle à des concurrents potentiels)	– Interdire des opérations de concentration (par exemple celle de RyanAir et Air Lingus en 2007)

DOC FONDAMENTAL

1 **Comprendre.** Quelles sont les principales formes d'obstacles à la concurrence surveillées par la Direction générale à la concurrence de la Commission européenne ?

2 **Décrire.** Quelles sont les principales sanctions utilisées ?

3 **Analyser.** Expliquez en quoi les objectifs intermédiaires permettent de satisfaire les objectifs généraux.

4 Politique de concurrence contre politique industrielle ?



Droit de la concurrence et politique industrielle, TVDMA.

La politique de la concurrence européenne n'est pas responsable de l'absence de champions européens; l'affaire Alstom-Siemens¹ [...] ne doit pas servir de prétexte à une remise en cause d'une politique et d'une pratique de la régulation concurrentielle qui ont fait largement leurs preuves. Telle est la thèse qu'entendent défendre Sébastien Jean, Anne Perrot et Thomas Philippon² [...]. Pour ces trois économistes, la critique de la politique de la concurrence de l'UE n'est fondée ni théoriquement, ni empiriquement. [...] Argument empirique: peu de projets de concentration ont été rejetés par les autorités européennes [...]. La preuve par les chiffres: 90 % des concentrations notifiées ont été acceptées sans condition. [...] Des champions européens ont ainsi émergé dans l'optique ou le ciment avec Luxottica ou HolcimLafarge [...] et les prix ont augmenté de 15 % de plus aux États-Unis qu'en Europe [...]. Argument théorique: le déficit de concurrence aux États-Unis s'est traduit par une hausse des marges, un moindre investissement et de plus fortes capitalisations boursières, pour le plus grand avantage de l'actionnaire. [...] L'Europe a donc évité les concentrations excessives dont souffrent les Américains qui font plus de croissance que les Européens mais qui infligent des pertes de pouvoir d'achat à leurs classes moyennes.

Ces arguments n'emportent guère la conviction, et ce pour plusieurs raisons. La première est factuelle: [...] il n'y a plus que 12 entreprises européennes dans les 100 premières

capitalisations mondiales contre 28 il y a 10 ans. La performance exceptionnelle de l'Europe [...] s'est payée [...] du retard systématique dans l'introduction des nouvelles générations technologiques (hier la 4G et aujourd'hui la 5G) et de l'affaiblissement des champions européens (Alcatel, Siemens...) [...]. Les auteurs [...] tendent à les attribuer à l'incomplétude du marché unique, aux défaillances de l'innovation et [...] à l'inefficacité de la politique commerciale communautaire, peu adaptée et insuffisamment réactive. Que faire face aux acquisitions tueuses d'innovation des GAFAM ? Que faire lorsque la puissance acquise à l'intérieur sur le marché domestique permet de faire du dumping en Europe ? [...] Les auteurs sont saisis d'un doute. Et si les politiques de la concurrence et du commerce extérieur n'étaient pas tout ? Et si les politiques de l'Union devaient être plus actives ? [...] Mais ils ajoutent que toute politique industrielle est à bannir car comme chacun sait l'État n'est pas outillé pour choisir les bonnes techniques, les bonnes industries et les bonnes filières.

Elie Cohen, « Concurrence et commerce. À propos d'une note du CAE », *Telos*, 14 juin 2019.

1. Interdiction de la fusion entre les grands groupes Alstom et Siemens qui devait créer un géant européen du ferroviaire car cela risquait de réduire la concurrence notamment dans le segment des trains à grande vitesse.

2. *Les notes du Conseil d'analyse économique*, 51, mai 2019.

Faire le point

Distinguer:

1. pouvoir de marché et économie d'échelle
2. entente illicite et abus de position dominante
3. politique de concurrence et politique industrielle.



Mission

À partir de ces vidéos, présentez les effets attendus et les difficultés du marché unique. Relevez les domaines dans lesquels une politique industrielle semblerait pertinente.

- 1 **Synthétiser.** À partir des arguments du texte, relevez dans un tableau à double entrée les réussites de la politique de concurrence et ses faiblesses.
- 2 **Comprendre.** Expliquez les phénomènes décrits dans la phrase soulignée.
- 3 **Analyser.** Quelle différence faites-vous entre politique de concurrence, politique commerciale et politique industrielle ? L'auteur vous semble-t-il adhérer aux critiques adressées à la politique industrielle ?

A Les conséquences du passage à l'euro sur la politique monétaire

1 Réagir

Quel traité joue un rôle clé pour organiser le passage à la monnaie unique ?
À quelles difficultés souhaite-t-il répondre ?

Les grandes étapes vers la monnaie unique

1992-1993 Attaques spéculatives contre le SME : les marges de fluctuations autorisées passent à +/- 15 %

1972 Création du **Serpent monétaire européen** pour établir une zone de changes fixes en Europe et stabiliser le change entre les devises européennes suite à la crise du système de change fixe de Bretton-Wood

1998 Création de la **Banque centrale européenne (BCE)** et détermination des onze pays retenus pour participer à l'euro dès le 1^{er} janvier 1999 (la Grèce intègre la zone euro au 1^{er} janvier 2001)

2007-2016 La Slovénie (2007), Malte et Chypre (2008), la Slovaquie (2009), l'Estonie (2011), la Lettonie (2014) et la Lituanie (2015) deviennent membres de la zone euro qui compte désormais 19 membres



2 Pourquoi avoir instauré une monnaie unique ?

DOC FONDAMENTAL

L'UE a instauré une monnaie unique pour plusieurs raisons.

– Lutter contre le coût des opérations de change qui entravait largement la libre circulation sur le territoire de l'Union. En effet, l'union monétaire est très vite apparue comme le complément logique à l'achèvement du marché intérieur. Étant donné l'importance du commerce intra-communautaire, les opérations de change alourdissaient les coûts des entreprises et renchérissaient les prix pour les consommateurs. Maximiser les bienfaits du marché unique impliquait donc une monnaie unique.

– Mettre fin aux mouvements erratiques des monnaies nationales des pays de l'UE et protéger le marché intérieur. En effet, la fin du système de changes fixes au début des années 1970 a conduit à une forte instabilité du système monétaire international. La déréglementation financière a

par la suite facilité la spéculation sur les taux de change, avec pour conséquence des mouvements importants des monnaies européennes, pénalisant fortement les échanges et pesant sur le niveau des prix. Il s'agissait également de contrecarrer la puissance du dollar, seule monnaie véritablement internationale.

– Renforcer la compétitivité internationale des entreprises européennes en réduisant les coûts de leurs opérations transfrontalières et en leur facilitant l'accès à un vaste marché de capitaux pour se financer. [...] – Approfondir l'intégration européenne en transférant un élément essentiel de la souveraineté des États à l'Union. [...] La décision de créer une monnaie unique [...] répond également à l'espérance des plus européens que cette union monétaire entraînera à terme une union politique.

« Pourquoi l'Union européenne a-t-elle instauré une monnaie unique ? », vie-publique.fr, 11 novembre 2018.

1 Décrire. En quoi l'adoption de l'euro est-elle un complément à la mise en place du marché unique ?

2 Comprendre. Pourquoi l'existence de différentes monnaies représente-t-elle un coût pour les entreprises ?

3 Analyser. Expliquez la phrase soulignée.



3 Une politique monétaire européenne indépendante

DOC FONDAMENTAL

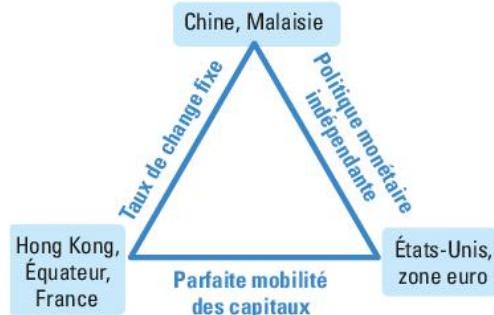
La politique économique doit faire un choix entre trois objectifs (d'où le triangle) :

- la fixité du taux de change, qui assure un horizon économique clair aux entreprises ;
- l'indépendance de la politique monétaire, qui permet de fixer le niveau des taux d'intérêt en fonction des besoins internes de l'économie ;
- l'intégration financière (ou parfaite mobilité des capitaux), qui permet d'accéder aux marchés mondiaux des capitaux au meilleur prix.

Un pays peut décider librement du choix de deux de ces trois variables, mais la troisième lui est imposée [...]. Si je souhaite avoir un taux de change fixe, il me faut renoncer soit à une politique monétaire autonome (avant la création de l'euro, la France a maintenu des taux d'intérêt élevés pour maintenir le taux de change entre le franc et le mark, plutôt que de les baisser pour soutenir la croissance), soit à la liberté de mouvement des capitaux. La création de l'euro, en supprimant la contrainte de maintenir les taux de change entre pays européens, a redonné de l'autonomie à la politique monétaire définie par la Banque centrale européenne.

Denis Clerc, « Robert Mundell, le premier théoricien de l'euro », *Alternatives économiques*, n°176, décembre 1999.

Le triangle des incompatibilités de Mundell



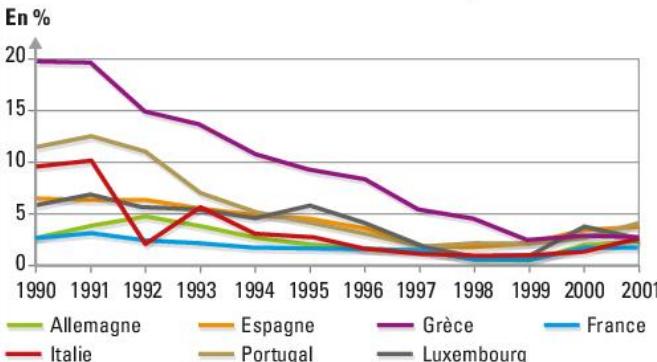
Agnès Benassy-Quéré et al., *Économie monétaire internationale*, Économica, 2017.

- Distinguer.** Quelle est la différence entre une politique monétaire indépendante (ou autonome) et une politique monétaire contrainte ?
- Comprendre.** À partir de la théorie de Mundell, expliquez l'avantage du passage à la monnaie unique.
- Illustrer.** Montrez quels critères du triangle étaient respectés dans le cadre du SME au milieu des années 1990 pour la France, puis distinguez aujourd'hui la situation de la France, de la zone euro et de la Chine.

4 Vers une politique monétaire unique

DOC FONDAMENTAL

Convergence des taux d'inflation avant le passage à l'euro



Commission européenne, *Economic Trends*, octobre/novembre 2001.

- Décrire.** Présentez, à l'aide de données chiffrées du graphique, la convergence des politiques monétaires menées par les États souhaitant adopter l'euro.
- Analysier.** Qui conduit la politique monétaire après le passage à l'euro et avec quel objectif ? Pourquoi l'indépendance des autorités monétaires est-elle apparue importante ?

Faire le point

Rédigez une réponse aux questions suivantes :

1. Énoncez trois arguments justifiant l'adoption de la monnaie unique.
2. Présentez les caractéristiques de la politique monétaire avant le passage à l'euro puis après sa mise en place.

Une politique monétaire unique après le passage à l'euro

Système européen de banques centrales (SEBC)

Elle est composée de la **Banque centrale européenne (BCE)** et des **19 banques centrales nationales** des pays de la zone euro qui relaient l'action de la BCE.

Mandat principal de la BCE

Elle doit maintenir la **stabilité des prix**. Le taux d'inflation doit rester proche de la cible de 2 %.

Mode d'organisation de la BCE

Elle est **indépendante** :

- Le président est élu par le Conseil européen.
- Les mandats de 8 ans des membres du conseil des gouverneurs ne sont pas renouvelables.
- Il est interdit d'accorder des financements aux États européens (*no bail out*).

Vers le bac

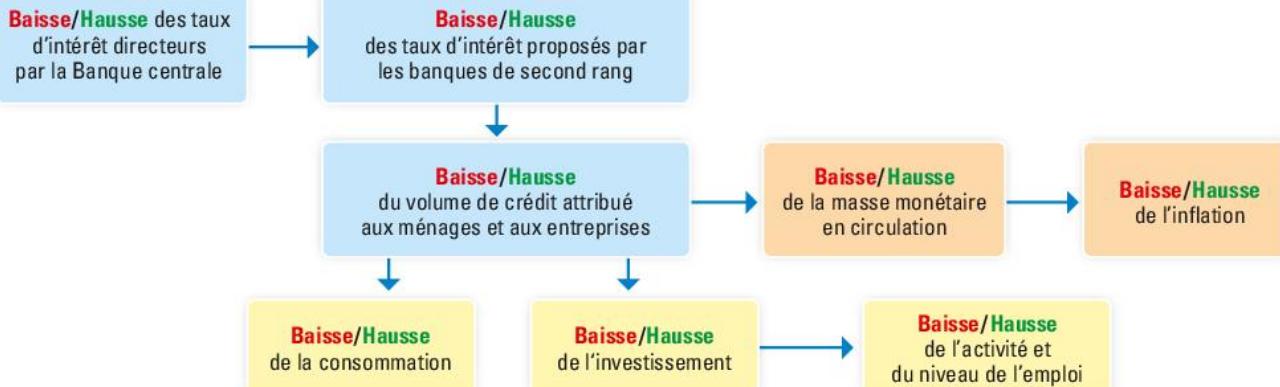
ORAL Présentez à l'oral en 5 min et sans support écrit les étapes et les objectifs du passage à la monnaie unique.

B Les modalités et les effets de la politique monétaire de la BCE

1 Réagir

Retrouvez les conséquences de la baisse ou de la hausse des taux directeurs.

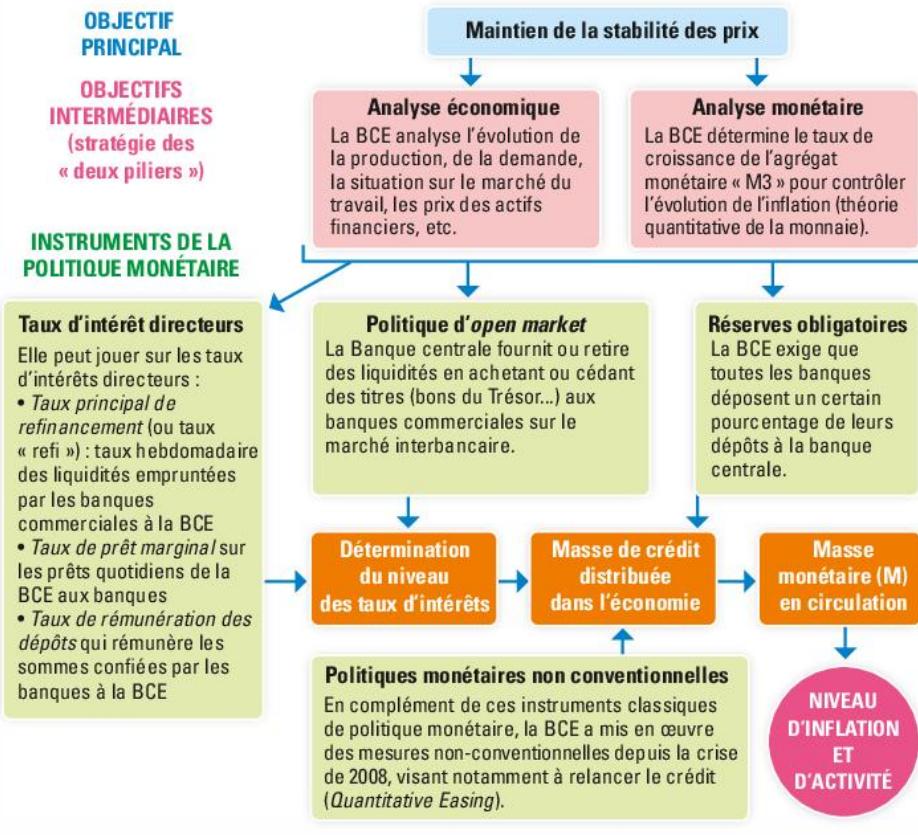
Les effets de la politique monétaire



2 Les objectifs et les instruments de la politique monétaire

Les instruments de la politique monétaire de la BCE

DOC FONDAMENTAL



La stabilité des prix: pourquoi est-elle importante pour vous ? European Central Bank.

A savoir

La **politique monétaire** est l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire pour agir sur l'activité économique par la régulation de la monnaie.

1 Définir. Donnez la définition des termes suivants: *marché interbancaire, taux d'intérêt directeur, masse monétaire, monnaie Banque centrale, réserves obligatoires, opérations d'open market*.

2 Décrire. Comment agit chacun des instruments de la politique monétaire sur le niveau d'inflation ?

3 Approfondir. Une banque centrale peut-elle avoir en un autre objectif principal que la stabilité des prix ?

3 La politique monétaire de la BCE a-t-elle atteint ses objectifs ?

DOC FONDAMENTAL

En moyenne, l'euro, malgré sa jeunesse, est une monnaie stable. De ce point de vue, la Banque centrale européenne (BCE) semble avoir globalement satisfait son principal objectif, assigné par le traité de Maastricht, à savoir la stabilité des prix : le taux d'inflation moyen entre 1999 et 2018 est égal à 1,7% [...] Par ailleurs, [...] la BCE a réussi à ancrer les anticipations d'inflation au niveau de son objectif de 2 %, ce qui témoignerait de la crédibilité de la Banque centrale à maintenir une inflation modérée. [...]

Dans une union monétaire, les écarts d'inflation entre les États membres peuvent être déstabilisants. Or, depuis 1999, la dispersion des taux d'inflation annuels entre les pays de la zone euro est restée stable. Cela produit des taux d'intérêt réels divergents et une procyclicité¹ pouvant entraîner des

risques d'instabilité économique et financière : avec un taux d'intérêt nominal unique – celui fixé par la BCE –, les pays dont l'inflation est supérieure (respectivement inférieure) à la moyenne auront des taux d'intérêt réels inférieurs (respectivement supérieurs) à la moyenne. Si l'inflation supérieure à la moyenne signale une croissance plus forte de l'économie nationale par rapport à celle de la zone euro, le taux d'intérêt réel inférieur à la moyenne renforcera cette croissance au lieu de la stabiliser. Sans autre mécanisme correcteur, les divergences auront donc tendance à s'accentuer.

C. Blot, J. Creel, X. Ragot, « Les vingt ans de l'euro : bilan et enjeux futurs », *L'Économie européenne 2019*, 2019.

1. Une politique économique est procyclique lorsqu'elle accentue les fluctuations.

- 1 **Comprendre.** L'objectif de stabilité des prix a-t-il été atteint par la BCE ?
- 2 **Définir.** Rappelez la distinction entre taux d'intérêt réel et nominal puis expliquez les écarts de taux d'intérêt réels au sein de la zone euro.
- 3 **Analyser.** Pourquoi peut-on dire que l'action de la BCE a un effet procyclique ?

Application

Calculez le taux d'intérêt réel de l'Irlande et de la France en juillet 2002, sachant que le taux d'intérêt directeur (nominal) est de 3,25 %, le taux d'inflation irlandais de 5,25 % et celui français de 1 %. ➔ **Fiche méthode 8**

4 Le pragmatisme de la BCE face à la crise de 2008



Pour lutter contre les conséquences de la crise financière, les banques centrales ont adopté à partir de 2008, des mesures inhabituelles qui vont au-delà de la politique monétaire « conventionnelle ». Ayant déjà porté les taux d'intérêt directeurs à des niveaux très bas elles ont imaginé de nouveaux moyens pour améliorer les conditions de financement de l'économie. [...] Ces mesures non conventionnelles peuvent prendre de formes différentes, en fonction des priorités définies par les banques centrales (la stabilisation des marchés financiers, la relance du crédit, la lutte contre la déflation). [...]

En zone euro, les mesures non conventionnelles menées par l'Eurosystème, ont pris, entre autres, les formes suivantes :

- Une politique de taux particulièrement accommodante (y compris de taux négatifs) et un « guidage prospectif » (une *forward guidance*) affirmant explicitement que les taux directeurs resteraient proches de zéro aussi longtemps que nécessaire ;
- Un accès assoupli aux liquidités pour les banques commerciales avec notamment la mise en place d'opérations ciblées de refinancement de long terme (TLTRO) ;
- Des programmes d'achats d'actifs publics ou privés (*Quantitative Easing*), complétés par des facilités de prêts de titres.

« Les politiques monétaires non conventionnelles », *L'Éco en Bref*, Banque de France, février 2019.

Application Visionnez cette vidéo et montrez comment la Banque centrale a assuré la liquidité du système bancaire après la crise.

Faire le point

Vrai ou faux ?

- a. La baisse des taux d'intérêt comprime le niveau de la masse monétaire en circulation.
- b. Le taux d'intérêt nominal est la différence entre le taux d'intérêt réel et le taux d'inflation.
- c. Les banques centrales ont engagé des mesures non conventionnelles de politique monétaire face à une situation de « trappe à liquidité » (taux d'intérêt très bas).
- d. La « forward guidance » permet de stabiliser les anticipations des agents économiques.

- 1 **Décrire.** Présentez et justifiez l'évolution des taux d'intérêt pratiqués par la BCE après la crise de 2008 ?



Le Quantitative Easing,
Dessine-moi l'éco.

- 2 **Comprendre.** Pourquoi les banques centrales ont-elles dû recourir à des mesures non conventionnelles ?
- 3 **Analyser.** Quels sont les moyens et les objectifs des différentes politiques non conventionnelles menées par la BCE ?

Vers le bac

- EC Partie 1. De quels instruments dispose la BCE pour agir sur l'activité économique ?

C Des politiques budgétaires contraintes dans le cadre européen

1 Réagir

Quels liens peut-on établir entre déficit public et dette publique ?
Pourquoi les mesurer en pourcentage du PIB ?

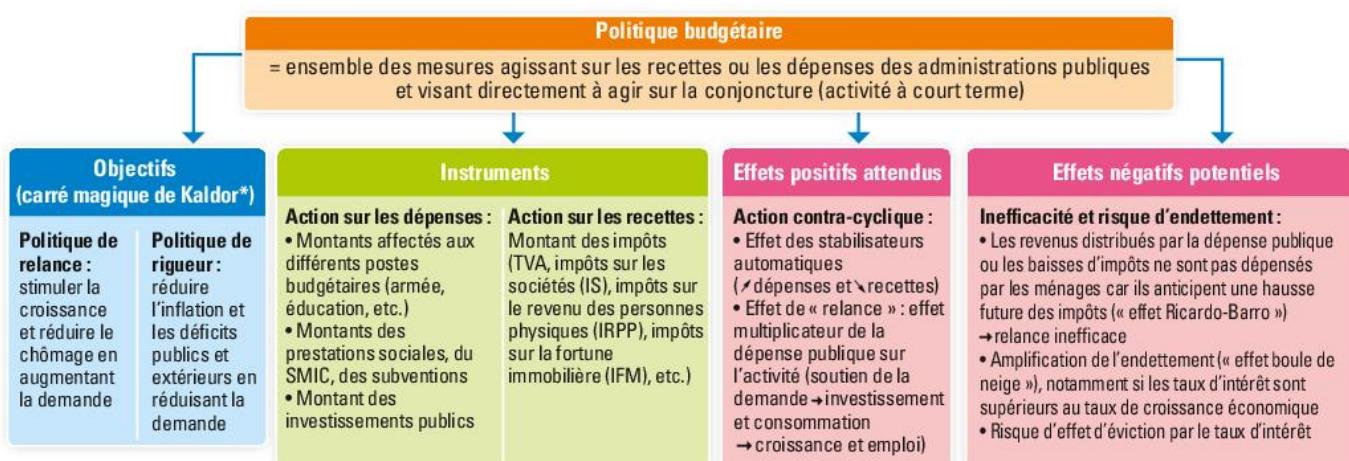
En% du PIB	Solde budgétaire			Dette publique	
	2006	2009	2018	2006	2018
France	-2,3	-7,5	-2,5	63,7	98,4
Allemagne	-1,6	-3,2	1,7	67,6	60,9
Grèce	-6,1	-15,8	4,5	106,1	181,1
Italie	-3,3	-5,4	-2,1	89,8	132,2
Royaume-Uni	-2,6	-11,5	-1,2	43,1	86,8
États-Unis	-2,0	-12,8	-3,9	61,1	108
Japon	-3,6	-10,4	-3,7	186	236



Données OCDE, 2019.

2 L'action de la politique budgétaire sur la conjoncture

DOC FONDAMENTAL



*Le « **carré magique** » théorisé Nicholas Kaldor permet de représenter graphiquement la santé économique d'un pays selon quatre objectifs de la politique économique : la croissance économique, le taux de chômage, le taux d'inflation et le solde extérieur.

À savoir

Les **stabilisateurs automatiques** correspondent aux variations des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques liées au cycle économique mais non déterminés par des choix politiques discrétionnaires. En effet, lorsque la croissance ralentit, les recettes baissent (moins d'impôts et cotisations sociales perçus) et les dépenses augmentent (prestation chômage par exemple), ce qui creuse mécaniquement le déficit et soutient donc la demande dans l'économie (effet contra-cyclique).

1 Comprendre. Présentez les moyens d'action possibles d'une politique de relance puis d'une politique de rigueur.

2 Déduire. Par quels mécanismes la politique de relance peut-elle provoquer des tensions inflationnistes et augmenter le déficit commercial, et la politique de rigueur comprimer la croissance et augmenter le chômage ?

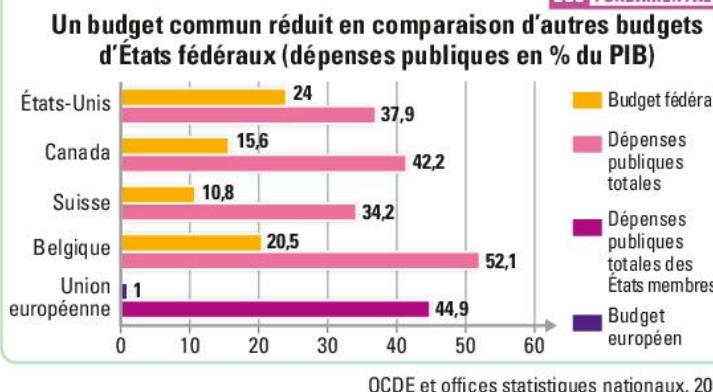
3 Analyser. Expliquez les mécanismes des principaux effets positifs et négatifs de la politique budgétaire.

Application

Présentez les politiques budgétaires mises en place notamment en France pour répondre au choc du coronavirus en 2020.

3 Un budget européen commun restreint

DOC FONDAMENTAL



- 1 **Lire.** Présentez les données concernant l'Union européenne et les États-Unis.
- 2 **Comparer.** L'Union européenne présente-t-elle les mêmes caractéristiques que les autres États fédéraux ?
- 3 **Comprendre.** Le budget européen a-t-il les moyens d'agir sur la conjoncture ?

À savoir

L'Union européenne ne prélève pas d'impôts, les **recettes du budget européen** proviennent essentiellement des contributions des États (72 % des recettes), de transferts de TVA (12 %) et de droits de douane (14 %). Les **dépenses** s'élevaient en 2019 à 148,2 milliards d'euros réparties de la manière suivante : 40 % pour la politique agricole commune (PAC) ; 34 % pour la cohésion économique, sociale et territoriale (fonds structurels d'aide aux États) ; 10 % pour la compétitivité, la croissance et l'emploi... Le budget, voté pour 7 ans, doit être toujours équilibré et rester en deçà de 1,27 % du PIB de l'ensemble des États membres de l'UE.



Application À partir de cette vidéo, présentez les principales recettes et dépenses du budget européen.

4 De politiques budgétaires encadrées

DOC FONDAMENTAL

Le *policy mix*¹ européen est élaboré dans le cadre de l'Union économique et monétaire (UEM), créée par le traité de Maastricht de 1992 [...]. L'UEM s'est dotée d'une politique monétaire unique, définie de façon indépendante par la BCE. En revanche, la politique budgétaire demeure une compétence des États membres [...]. Le Pacte de stabilité et de croissance de 1997 a prolongé dans le temps les critères de Maastricht. Ce ne sont plus simplement des critères pour entrer dans la zone euro, mais des critères devant être respectés en permanence après l'adoption de la monnaie unique : déficit public inférieur à 3 % du Produit intérieur brut (PIB), dette publique inférieure à 60 % et recherche de l'équilibre budgétaire à moyen terme. Cet encadrement des politiques budgétaires est fondé sur la volonté d'éviter qu'un État membre ne soit incité à laisser s'accroître son déficit en espérant en faire supporter le coût par les autres États membres. Il s'agit de se prémunir contre ce que les économistes appellent l'*aléa moral*. Les États membres ont toutefois, en principe, l'obligation de coordonner leurs politiques budgétaires et économiques nationales, dans le cadre d'une surveillance multilatérale exercée par la Commission européenne et le Conseil. [...] Le Pacte de stabilité et de croissance, qui constitue l'un des seuls instruments de coordination des politiques économiques, a été toutefois critiqué. Ses dispositions, pour pouvoir être appliquées, font l'objet de procédures de contrôle dont la mise en œuvre dépend largement du bon vouloir du Conseil, c'est-à-dire des États membres : – une surveillance multilatérale préventive, qui prend principalement la forme de programmes de stabilité ou, pour les États membres hors zone euro, de convergence, actualisés chaque année, dans lesquels les États membres présentent leurs objectifs budgétaires à moyen terme [...]; – une procédure corrective, dite pour déficit excessif: le Conseil peut aller jusqu'à prendre des sanctions [...] si les dispositions du Pacte ne sont pas respectées.

Pierre Bernard-Reymond, Richard Yung, *La gouvernance économique européenne*, rapport d'information du Sénat n°49, octobre 2010.

1. Combinaison de la politique budgétaire et monétaire.

- 1 **Comprendre.** Pourquoi a-t-on choisi d'encadrer le déficit public des États dans les traités européens ? Qu'entend-on ici par «aléa moral» ?
- 2 **Déduire.** Pourquoi est-il nécessaire pour les États membres de l'UEM de coordonner leurs politiques budgétaires ? En quoi cette coordination peut-elle être complexe à mettre en œuvre ?



Application À partir du texte et de la vidéo de Jacques Le Cacheux, expliquez pourquoi le contrôle des finances publiques par le Pacte de stabilité et de croissance a été insuffisant.

Faire le point

Retrouvez la définition des termes suivants :

a. effet d'évitement b. dette publique c. aléa moral.

1. Un agent économique protégé contre un risque peut se comporter de manière plus risquée que s'il était totalement exposé à la sanction. 2. Sommes des emprunts octroyés par les administrations publiques pour financer leurs déficits budgétaires. 3. Haussse des taux d'intérêt sur le marché des fonds prétables à la suite d'une augmentation de la dépense publique, qui freine l'investissement privé.

Vers le bac

EC **Partie 3.** Présentez les caractéristiques de la politique budgétaire dans le cadre de l'Union européenne.



L'EUROPE, MALADE DE SES DIVERGENCES

La construction européenne et le passage à la monnaie unique ont conduit les pays à engager des politiques de convergence économique sur des indicateurs comme l'inflation, le taux d'intérêt ou encore le déficit et la dette publique. Plusieurs pays semblent par ailleurs bénéficier d'une dynamique de rattrapage, mais la crise des *subprimes*, puis la crise des dettes souveraines, révèlent d'importantes divergences entre les fondamentaux des économies dont il importe de comprendre les causes et les conséquences.

1

Un endettement croissant des pays du sud de la zone euro avant la crise

Depuis 1999, il n'existe plus qu'un seul taux d'intérêt à court terme fixé par la BCE, la Banque centrale européenne. Du coup, on se retrouve dans une situation paradoxale : avant l'euro, l'Allemagne bénéficiait des taux d'intérêt réels les plus bas (une fois l'inflation déduite) ; après, c'était au contraire la Grèce, l'Irlande et l'Espagne parce que leur taux d'inflation restait plus élevé que celui de l'Allemagne ou de la France. Les taux d'intérêt réels ont même été négatifs dans ces pays pendant plusieurs années. Autrement dit : ceux dont les revenus suivaient l'inflation voyaient leur dette fondre toute seule au fil du temps... [...]

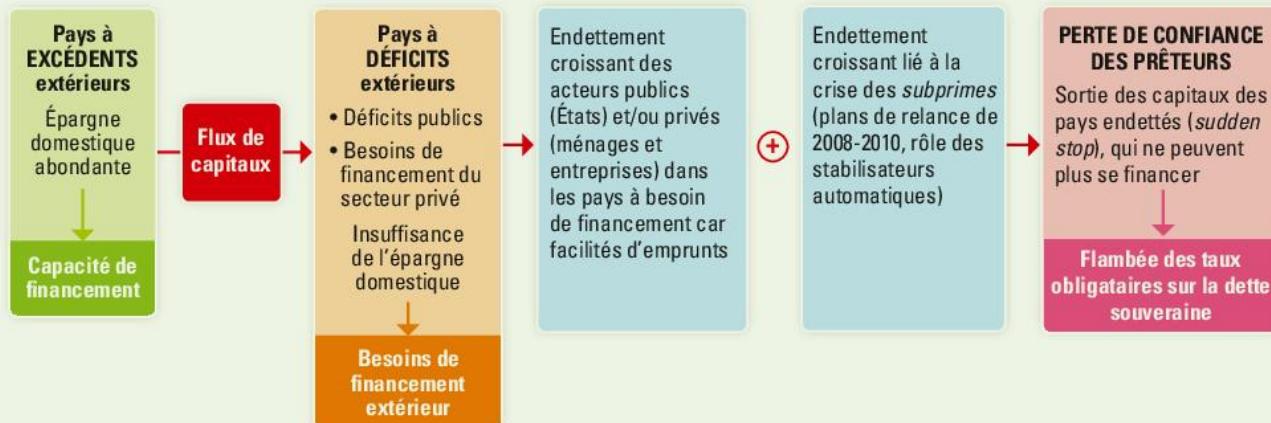
C'est pour cela qu'on a assisté aux dérives qui ont conduit aux problèmes actuels. L'État grec s'est endetté à tour de bras puisque cela ne lui coûtait pas cher en termes d'intérêts. [...] En Espagne, en Irlande et au Portugal, ce sont en revanche

surtout les acteurs privés (les ménages et les entreprises) qui ont entassé les crédits sans vergogne. Mais, au final, le résultat n'est pas très différent : ces pays sont aujourd'hui surendettés. Grâce à cette facilité, ils ont cessé d'épargner et se sont mis à consommer plus qu'ils ne produisaient. Avec comme conséquence le creusement progressif de déficits extérieurs [...]. Et cela d'autant plus que le différentiel d'inflation ne cessait parallèlement de dégrader leur compétitivité-coût par rapport aux producteurs du reste de la zone. *A contrario*, le dynamisme interne de l'économie allemande était freiné par des taux d'intérêt réels non négligeables. Mais elle se rattrapait sur les exportations : ses excédents extérieurs, réalisés aux deux tiers au sein de l'Union européenne, n'ont pas arrêté de gonfler...

Guillaume Duval, « Comment la zone euro en est-elle arrivée là ? », *Alternatives Économiques*, n° 289, mars 2010.

2

Les flux de capitaux entre les pays du nord et les pays du sud de la zone euro

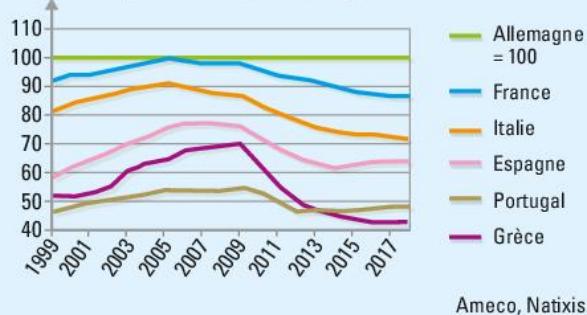


3

Une dynamique de rattrapage interrompue par la crise

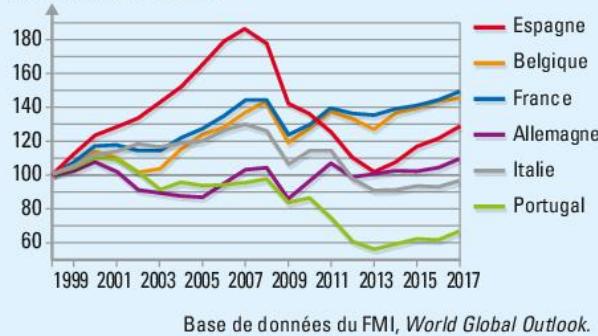
PIB par habitant (1999-2018)

En % du PIB par habitant de l'Allemagne



Investissements en euros à prix constants

Indice base 100 en 1998



À savoir

Le **rattrapage économique** signifie que les pays dont le niveau de richesse économique est plus faible (PIB par habitant) vont connaître une accélération de leur croissance leur permettant de se rapprocher du niveau de développement des pays les plus avancés.

► Exploiter les documents

- Quels facteurs participent à expliquer la progression de l'endettement public et privé des pays du sud de l'Europe ? (Documents 1 et 2)
- Pourquoi les facilités d'emprunt ont-elles dégradé la compétitivité-coût et creusé le déficit extérieur des pays du sud de l'Europe ? (Documents 1 et 4)
- Présentez à partir de données chiffrées la dynamique de rattrapage des pays du sud de l'Europe avant 2008 puis l'impact de la crise. Expliquez les causes de cette double dynamique. (Document 3)
- Quel serait l'intérêt d'une dévaluation externe pour certains pays de la zone ? Pourquoi n'ont-ils pu recourir qu'à la dévaluation interne ? (Documents 3 et 4)
- Présentez le caractère auto-entretenu des divergences économiques. (Document 4)

4

Le cercle vicieux des divergences

Les divergences économiques entre les États de la zone euro ont été importantes, en termes de taux de chômage, de PIB par habitant, de dettes publiques ou de comptes courants. Toutes ces dynamiques ne peuvent être attribuées à l'euro seul. D'autres facteurs, tels que le commerce international et la dynamique technologique ont joué. Néanmoins, l'euro, par définition, a empêché l'utilisation d'instruments macroéconomiques classiques pour traiter les déséquilibres. [...]

Les divergences apparues au sein de la zone euro ont nécessité [...] l'usage de nouveaux instruments de politiques monétaires, mais aussi des dévaluations internes – des réformes结构-elles pour assurer la convergence des coûts salariaux corrigés de la productivité, dits coûts salariaux unitaires – qui ont nourri les risques de déflation.

Les divergences nominales (en termes d'inflation et de salaires), réelles (en termes d'emploi et de productivité) et financières (en termes de trajectoire des comptes courants et des dettes publiques et privées) ont tendance à s'auto-entretenir. Ainsi, avant la crise, les entrées de capitaux en Espagne généraient une surévaluation des prix de l'immobilier et un déficit des comptes courants, ce qui entraînait une mauvaise affectation du capital ou du travail dans le secteur de la construction, contribuant ainsi à une inflation transitoire des salaires. La modération salariale en Allemagne, entamée après la réunification, y a sensiblement diminué le coût salarial unitaire par rapport à d'autres pays affichant des tendances de productivité proches, comme la France. Cela a contribué au déséquilibre majeur de la zone euro, à savoir l'excédent du compte courant allemand.

C. Blot, J. Creel, X. Ragot, « Les vingt ans de l'euro : bilan et enjeux futurs », *L'Économie européenne 2019*, La Découverte, 2019.



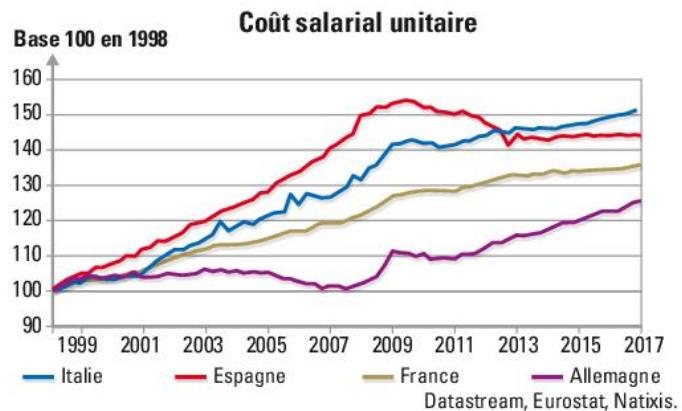
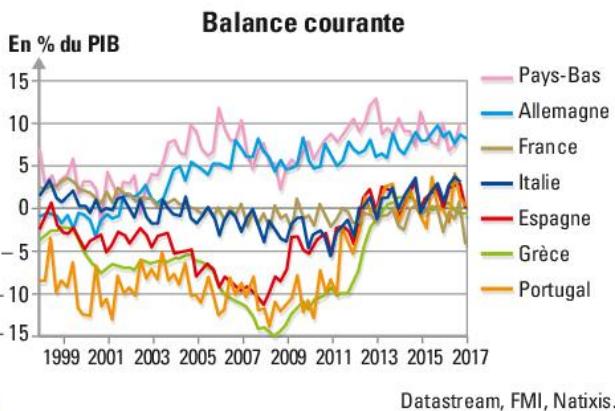
Vers le bac

EC Partie 3. Analysez les causes et les conséquences des déséquilibres affectant la zone euro.

A Le policy mix européen face aux chocs asymétriques

1 Réagir

Quels sont les écarts de compétitivité entre les États membres et leurs évolutions après crise ? Appuyez-vous sur des données chiffrées pertinentes.



2 Les causes institutionnelles de la divergence des économies de la zone euro

La zone euro a plusieurs caractéristiques qui organisent de manière structurelle la divergence des situations économiques des pays [...]:

– la politique monétaire commune. [...] Puisque la politique monétaire est commune, elle est stimulante dans les pays en croissance supérieure à la moyenne de la zone euro, elle est restrictive dans les pays en croissance inférieure à la moyenne de la zone euro, ce qui accroît la divergence entre les économies.

– l'absence de budget fédéral. Le budget fédéral (commun) est de petite taille dans la zone euro. Ceci veut dire qu'un pays en difficulté doit d'abord soutenir son économie puis réduire son déficit public sans recevoir d'aide des autres pays, ce qui aggrave évidemment ses difficultés. Ceci s'est clairement vu de 2008 à 2014 pendant la récession et la crise de la zone euro, dans les pays périphériques.

– la correction des écarts de compétitivité est asymétrique. Lorsqu'un pays de la zone euro a une compétitivité-coût dégradée, un déficit extérieur, il doit finalement [...] baisser ses coûts salariaux pour rétablir sa compétitivité, ce qui dégrade encore plus son économie. [...] L'ajustement des compétitivités-coût est donc asymétrique: il est essentiellement

à la charge des pays en difficulté, ce qui aggrave ces difficultés et accroît l'hétérogénéité entre les pays. On peut donner ici l'exemple de l'ajustement brutal à la baisse des coûts salariaux unitaires en Espagne et au Portugal après la crise, et de la faible accélération des coûts salariaux unitaires en Allemagne malgré sa bonne situation économique et ses excédents extérieurs.

La divergence des spécialisations productives. [...] Dans une union monétaire, les pays peuvent exploiter facilement leurs avantages comparatifs, avec la disparition du risque de change, ce qui conduit à la divergence des spécialisations productives à l'instar des divergences de poids de l'industrie dans les économies.

La disparition de la mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro à partir de 2010 [...] implique que les excédents d'épargne de l'Allemagne et des Pays-Bas ne financent plus les investissements des pays de la zone euro où le revenu par tête est plus faible, ce qui empêche la convergence des niveaux de vie.

Patrick Artus, « La zone euro organise structurellement la divergence des pays », *Flash Économie*, n° 332, Natixis, 28 mars 2018.



Peut-on concilier diversité des modèles européens et monnaie unique ? Dessine-moi l'éco.

- Comprendre.** Pourquoi selon l'auteur la politique monétaire commune et l'absence de budget fédéral renforcent-elles la divergence des économies de la zone euro?
- Analysier.** À l'aide des documents du « réagir », expliquez la phrase soulignée.
- Déduire.** Pourquoi la spécialisation des économies se renforce-t-elle dans une zone monétaire ?

À savoir

Le **policy mix** désigne la combinaison de la politique monétaire et de la politique budgétaire.

3 La divergence renforce la difficulté à répondre aux chocs asymétriques

DOC FONDAMENTAL

L'objectif de convergence économique entre les pays de la zone euro vise à limiter les possibilités pour certains États de subir des «chocs asymétriques». En effet, tant que les États conservent des structures économiques très différentes, leurs économies risquent d'être affectées par des «chocs asymétriques», c'est-à-dire des chocs externes ayant des conséquences très contrastées selon les pays. Par exemple, un événement négatif pour le tourisme international, affecterait plus durement des pays comme l'Espagne, la Grèce ou la France que d'autres pays de la zone. Par ailleurs, les États peuvent subir des chocs internes. Face à ces chocs, la politique monétaire commune peut difficilement agir puisqu'elle doit avant tout prendre en compte l'ensemble des intérêts de la zone.

Les États ne disposent plus de l'instrument de la politique monétaire pour répondre à un choc affectant leur économie nationale et sont contraints dans leur politique budgétaire par le Pacte de Stabilité et de Croissance. La coordination des politiques économiques et en particulier des politiques budgétaires vise seulement à éviter les déficits excessifs. Il n'existe pas à ce jour d'outil ou d'instance permettant, à l'échelle de l'ensemble de la zone euro, de prendre des décisions de soutien conjoncturel à certains pays ou à l'ensemble de la zone.

Le budget de l'Union européenne est très faible comparativement à celui des différents États et n'est pas destiné à la régulation macroéconomique. Chaque État mène donc sa propre politique économique sans réelle considération pour celle de ses voisins. Il a même pu être observé des phénomènes de concurrence fiscale (de la part de l'Irlande notamment).

Du fait de l'ensemble de ces caractéristiques, la zone euro ne constituait pas, dès le départ, une «zone monétaire optimale».

«Zone euro», *La Finance pour tous*, 11 juillet 2019.

À savoir

Une **zone monétaire optimale** est une région géographique dans laquelle il serait bénéfique d'établir une monnaie unique car le bénéfice de cette zone serait supérieur aux coûts (hausse de la croissance, baisse des coûts de transaction). **Robert Mundell**, économiste canadien considéré comme le «père de l'euro», mettait en évidence dès 1961 que l'impossibilité d'agir sur le taux de change (en raison de la monnaie unique) en cas de choc asymétrique dans un pays devait pouvoir être compensée par la mobilité des facteurs de production (capital, travail), la flexibilité des prix et des salaires, une forte intégration financière et budgétaire...

- Définir.** Qu'est-ce qu'un «choc asymétrique»? Que pourrait être un «choc symétrique»?
- Comprendre.** Pourquoi la politique monétaire de la BCE et les politiques budgétaires de l'UE et des États ne permettent-elles pas de réagir efficacement à un choc asymétrique?
- Interpréter.** Quels facteurs peuvent améliorer la capacité de la zone monétaire à répondre aux chocs asymétriques et à devenir plus «optimale»?

4 L'ajustement à un choc asymétrique dans une union monétaire

Réponse à un choc négatif sans union monétaire

Ajustement par les taux de change

Les pays disposent de l'instrument du taux de change (dévaluation ou dépréciation externe) pour améliorer leur compétitivité.

Ajustement aux chocs par la Banque centrale

Les pays disposent de l'instrument du taux de change (dévaluation ou dépréciation externe) pour améliorer leur compétitivité.

Ajustement aux chocs par la politique budgétaire

La relance budgétaire permet de soutenir la demande intérieure.

Réponse à un choc asymétrique dans une union monétaire

Impossibilité d'utiliser le taux de change

Le mécanisme d'ajustement privilégié est celui de la dévaluation interne (hausse du chômage, baisse des salaires, des prix) pour améliorer la compétitivité du pays.

Un taux d'intérêt unique pour toute la zone euro

Il est impossible d'agir sur la demande d'un pays particulier par la baisse du taux d'intérêt.

Contraintes pesant sur la politique budgétaire

Chaque État membre est responsable de sa dette et la BCE ne peut pas financer le déficit des États.

1 Analyser. En quoi les politiques monétaire et budgétaire apparaissent-elles impuissantes pour répondre à un choc asymétrique dans une zone monétaire?

2 Interpréter. En quoi le *policy mix* de la zone euro peut-il être procyclique?

3 Comprendre. Pourquoi les économies d'une union monétaire exposées à un choc asymétrique doivent-elles mener une dévaluation interne?

Faire le point

Distinguer : a. politique monétaire et budgétaire b. déficit budgétaire et déficit extérieur c. convergence économique et spécialisations productives d. choc symétrique et asymétrique.

Mission

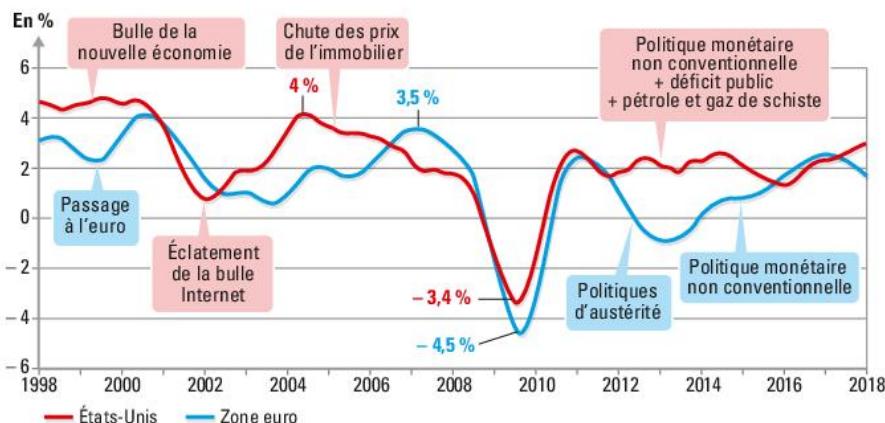
Présentez en 5 min, comme si vous étiez présentateur d'un journal télévisé, la réponse à la question suivante : «Pourquoi la politique monétaire et les politiques budgétaires ont-elles du mal à répondre à un choc économique touchant un pays de la zone euro?»

B Un nécessaire approfondissement de la gouvernance économique

1 Réagir

La zone euro retrouve-t-elle aussi rapidement une croissance économique que les États-Unis après un choc ? Illustrer et interpréter à l'aide du graphique.

Taux de croissance économique dans la zone euro et aux États-Unis depuis 1998



D'après OCDE.

2 Vers une plus forte intégration économique depuis la crise ?

DOC FONDAMENTAL

L'ampleur exceptionnelle de la crise de la zone euro s'explique pour partie par le caractère incomplet de l'architecture actuelle de l'UEM (Union économique et monétaire). [...] Dans ce contexte, des réformes ambitieuses ont été mises en place pour renforcer la résilience¹ de la zone euro et ont permis de réduire avec succès les tensions financières [...]:

– **Le renforcement de la gouvernance économique et budgétaire.** D'une part, la coordination des politiques budgétaires a été renforcée, à travers des réformes successives du cadre réglementaire (« 6-pack » en 2011; Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance – TSCG en 2012; « 2 pack » en 2013), notamment du Pacte de stabilité et de croissance, ce qui a permis de renforcer la discipline budgétaire et d'ancrer la soutenabilité des finances publiques des pays de la zone euro [...].

– **La création de mécanismes de gestion de crise des dettes souveraines.** Après la création d'un instrument temporaire (le Fonds européen de stabilité financière – FESF), un mécanisme permanent d'assistance financière aux pays vulnérables – le mécanisme européen de stabilité (MES) – a été institué. La zone euro dispose dorénavant d'un pare-feu à hauteur de 700 milliards d'euros permettant de venir en aide à des États de la zone euro [...] en contrepartie d'un programme incluant des mesures de politiques à mettre en œuvre.

– **La mise en place de l'Union bancaire, via l'instauration de règles prudentielles et la création d'institutions encadrant le secteur bancaire à l'échelle européenne.** [...]

– **Enfin, la BCE a joué un rôle crucial dans la réduction des tensions financières.** En particulier, l'annonce du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT) dans le cadre duquel elle peut acheter directement et de manière illimitée des obligations émises par des États membres de la zone euro [...] a permis en 2012 de mettre fin aux tensions sur le marché de la dette souveraine. Les programmes de [...] Quantitative Easing lancés [...] en mars 2015, ont également fortement contribué à la stabilisation de la zone euro. Toutefois, la zone euro présente encore des fragilités [...] en matière d'intégration financière d'efficacité du *policy mix* et de déséquilibres macroéconomiques, qui limitent ses performances économiques et peuvent faire peser un doute sur sa capacité à résister efficacement à une nouvelle crise systémique.

Yves-Emmanuel Bara et al., « Contribution à la réflexion sur le renforcement de la zone euro », *Lettre Trésor-Éco*, n°190, 9 février 2017.

1. Résistance aux chocs économiques.

1 **Décrire.** Présentez les principales mesures d'après-crise pour renforcer la coordination des politiques budgétaires.

2 **Comprendre.** Quelles ont été les mesures prises pour répondre à la crise des dettes souveraines ? Quel est l'intérêt de l'Union bancaire pour contrôler l'endettement ?

3 **Analyser.** En quoi ces mesures ont-elles été efficaces et en quoi restent-elles insuffisantes ?



Qu'est-ce que l'Union bancaire ?

3 La pertinence d'une union budgétaire et les obstacles à sa mise en œuvre

Si l'Union économique et monétaire (UEM) de l'Europe était constituée comme les autres grandes zones monétaires, comme les États-Unis par exemple, ses États membres feraient face ensemble aux chocs économiques ou financiers. [...] Mais l'UEM n'est pas une union politique et ses États membres ne peuvent compter en grande partie que sur eux-mêmes. Cette structure les laisse exposés à des chocs économiques ou financiers [...] de grande ampleur, d'autant plus que leur niveau d'endettement est déjà élevé et que les administrations nationales ne disposent que d'une faible marge de manœuvre pour prendre des mesures budgétaires face à ces chocs. [...]

Tout essentielle qu'elle soit, une union bancaire ne suffira pas. L'UEM a également besoin d'une union budgétaire pour atténuer les chocs macroéconomiques affectant des pays donnés. Les unions monétaires bien établies [...] comportent des mécanismes de partage automatique des risques [...]. Il

a par exemple été proposé de mettre en place [...] une capacité budgétaire centralisée, qui prélèverait des contributions annuelles auprès de ses membres en échange de transferts liés aux chocs locaux lorsqu'ils surviennent [...]. Cela étant dit, l'aléa moral est un grand problème: une véritable union budgétaire a besoin de règles et d'institutions efficaces pour s'en prémunir. [...] Il pourrait donc être nécessaire de transférer certaines compétences des États membres à l'Union. Il est évident que l'achèvement du dispositif institutionnel de la zone euro est difficile sur le plan politique, mais il s'agit d'un impératif économique [...] . Mais pour avancer dans cette voie, un débat public de fond s'impose à l'heure où même l'idée de l'intégration européenne ne fait plus l'objet d'un consensus, car il serait risqué de prendre des décisions sans l'aval d'une majorité des citoyens.

H. Berger, G. Dell'Ariccia, M. Obstfeld, « La zone euro a besoin d'une union budgétaire », *Fond monétaire international*, 21 février 2018.

- 1 Distinguer.** À quelles difficultés se heurtent les pays de la zone euro pour répondre à un choc asymétrique par rapport à ceux appartenant à d'autres grandes zones monétaires ?
- 2 Comprendre.** En quoi les « mécanismes de partage des risques » posent-ils un problème d'aléa moral et comment s'en prémunir ?
- 3 Analyser.** Quelles sont les limites politiques de l'approfondissement de l'intégration budgétaire ?

À savoir

Le **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance** (TSCG) ou « Pacte budgétaire » (2012) renforce la surveillance et les sanctions. Les États membres doivent respecter une « règle d'or », d'équilibre structurel des comptes publics.

4 La gouvernance européenne à l'épreuve du coronavirus

Après avoir assoupli le régime strictement limité des aides d'État pour permettre aux gouvernements de soutenir les entreprises en difficulté, ce sont les règles de discipline budgétaire consignées dans le Pacte de stabilité et de croissance que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a décidé de suspendre. [...] Depuis l'aggravation de l'épidémie liée au Covid-19 et la salve ininterrompue d'annonces gouvernementales et européennes visant à atténuer son impact sur l'économie, ce sont des dizaines voire des centaines de milliards d'euros qui ont été mis sur la table. [...]

Cette avalanche de moyens budgétaires et financiers va creuser dramatiquement les déficits budgétaires et accroître la dette en particulier de l'Italie qui atteint déjà 130 % de son PIB. [...]

La Banque centrale européenne (BCE) a lancé [...] un programme massif d'achat de titres de 750 milliards d'euros [...] pour soulager les États et les taux d'intérêt et s'est donnée la possibilité d'acheter sans limite des obligations d'États. [...] [Mais] se posera à nouveau la question de la soutenabilité de la dette de certains États de la zone euro [...]. C'est pourquoi la Commission européenne, fermement encouragée par la France, soutient l'idée de créer des « *eurobonds* », [...] une dette commune à tous les pays de la zone euro. [...] « Si c'est le chacun pour soi, si on laisse tomber certains États, si on dit à l'Italie, par exemple, « débrouillez-vous tout seuls », l'Europe ne s'en relèvera pas », a affirmé Bruno Le Maire.

Catherine Chatignoux, « Le Pacte de stabilité emporté par le coronavirus », *Les Échos*, 20 mars 2020.

- 1 Comprendre.** Quel a été l'impact de la crise provoquée par le coronavirus sur la politique budgétaire des États ?
- 2 Décrire.** Quelles sont les mesures prises par la Commission Européenne et par la BCE ?
- 3 Analyser.** En quoi l'émission d'eurobonds peut-elle renforcer la solidarité des États ?

Faire le point

Retrouvez parmi les éléments suivants, ceux qui sont ou seraient caractéristiques pour la zone euro d'une : a. intégration financière b. intégration budgétaire c. intégration politique.

1. Union bancaire
2. Politique de compétitivité
3. Ministère des finances et de l'économie de la zone euro
4. Eurogroupe
5. Socle d'assurance-chômage
6. Coordination des politiques structurelles
7. Émissions d'eurobonds.

Vers le bac

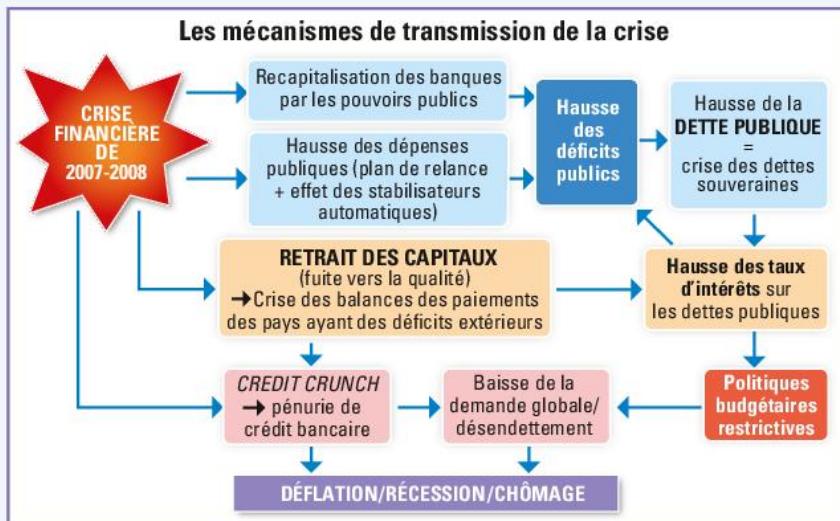
ORAL Jean Monnet disait « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises ». Qu'en pensez-vous ? Par groupe de 3 construisez un argumentaire pour ou contre cette affirmation.

Activité 1

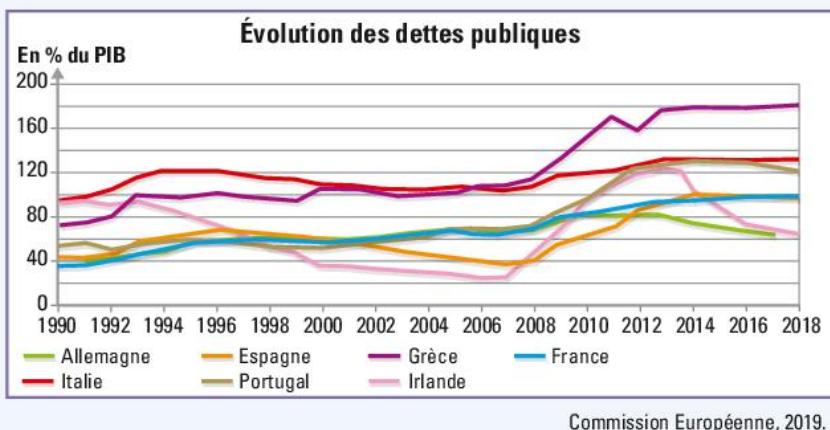
Comprendre un schéma et relier des graphiques

De la crise des subprimes à la crise des dettes souveraines

Doc 1 Les mécanismes de transmission de la crise



Doc 2 De la convergence à la divergence : quand la confiance se retourne



M. Kobiela, B. Uras, S. Eijfinger « Sovereign Debt, Bail out et Contagion in the Eurozone », Vox, CEPR's Policy Portal, 12 mars 2015.

Notions :

Dépense publique, stabilisateurs automatiques, dette publique

Étape 1 Analyser les documents

Doc 1

- Quelles sont les causes de la progression des dettes publiques après la crise financière de 2007-2008 ?
- Montrez que la crise des dettes souveraines est déclenchée par un retournement de la confiance des agents économiques.
- Pourquoi les pouvoirs publics ont-ils d'abord engagé des politiques de relance face à la crise financière puis des politiques restrictives ?

Doc 2

- Quel a été l'effet du passage à la monnaie unique sur la capacité de financement des Etats du sud de l'Europe ? Analysez.
- Montrer qu'entre 1999 et 2008, les pays de la zone euro ont pratiqué des politiques d'endettement public divergentes.
- Comment expliquer la progression des taux d'intérêt obligataires sur la dette publique à partir de 2008. Illustrer à partir des données de la Grèce.

Étape 2 Vers le bac

Comment expliquer la crise des dettes souveraines dans la zone euro ?

À savoir

Une obligation souveraine (ou bon du Trésor) est un titre d'emprunt émis par un Etat souverain pour financer ses emprunts.

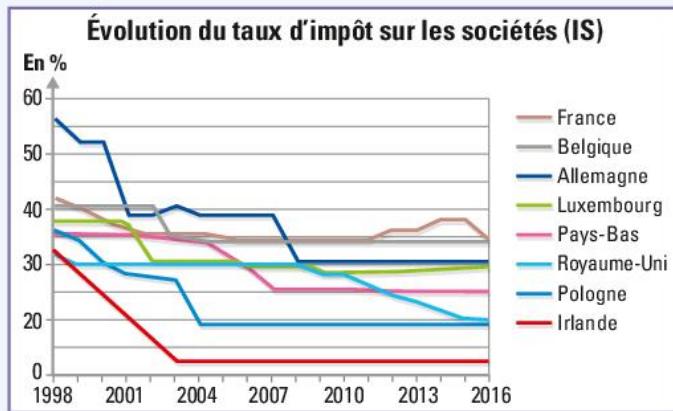
Activité 2

→ Faire une recherche documentaire et construire un diaporama

Notions:
Impôts, *dumping fiscal*, optimisation fiscale

La concurrence fiscale au sein de l'UE

Doc 1 Une concurrence fiscale ciblée sur l'impôt sur les sociétés

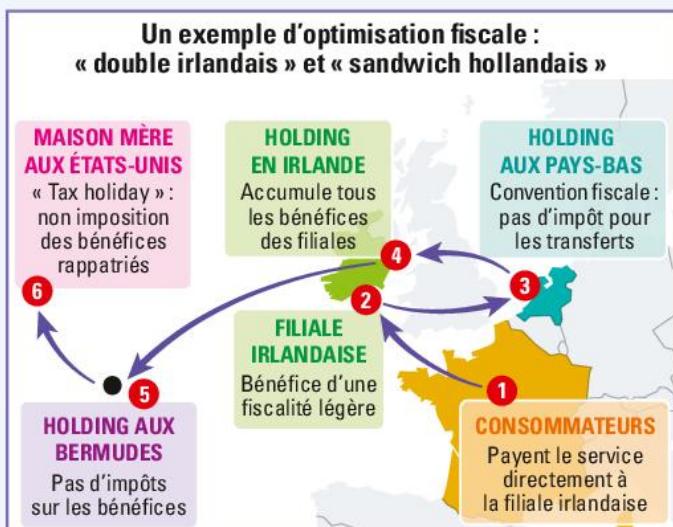


« Compétition fiscale et projet d'assiette commune de l'impôt sur les sociétés en Europe: quelle stratégie adopter? », Ernst & Young, mai 2016.

Le *dumping fiscal* est un jeu asymétrique entre petits et grands pays. Lorsqu'un petit pays abaisse ses taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés, il peut facilement en attirer suffisamment pour qu'au final ses recettes fiscales augmentent. Quand un grand pays fait de même pour éviter que ses entreprises s'en aillent, il est forcément perdant : les recettes supplémentaires provenant des quelques entreprises qui viennent se localiser sur son territoire ne peuvent jamais compenser les pertes dues à la baisse des taux d'imposition sur ses multiples entreprises. Un jeu que le Luxembourg a parfaitement compris.

Alexis Toulon, Guillaume Duval, « Le *dumping fiscal*, ça rapporte... des recettes fiscales », *Alterécoplus*, 21 novembre 2014.

Doc 2 Un exemple d'optimisation fiscale en Europe



« Les circuits d'optimisation fiscale qui passent par l'Europe », *La finance pour tous*, 16 juin 2017.

Étape 1 Analyser les documents

- 1 Présentez l'évolution de l'impôt sur les sociétés de la Pologne et de l'Irlande. Comparez avec la France.
- 2 Comment expliquer l'usage d'une fiscalité avantageuse par certains petits pays?
- 3 L'optimisation fiscale est-elle légale? Illustrer par le document 2.

Étape 2 Faire une recherche documentaire

- 1 Recherchez des données chiffrées sur les écarts de fiscalité au sein de l'UE.
- 2 Mettez-vous en groupe pour rechercher et présenter le détail de stratégies fiscales déployées par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) ou par d'autres entreprises (Starbucks...) pour réduire leurs impôts en utilisant les différences de fiscalité entre pays européens.
- 3 Recherchez les mesures prises par la Commission européenne et les États membres (taxe GAFA, coopération fiscale...) pour réduire la concurrence fiscale et les stratégies d'optimisation fiscale.

Étape 3 Vers le bac

- 1 **ÉCRIT** Rédigez un paragraphe pour présenter les différentes modalités de la concurrence fiscale et les moyens de lutter contre elle.
- 2 **ORAL** Préparer un exposé de 5 min sans support écrit pour expliquer les stratégies de concurrence fiscale et en présenter les risques.

À savoir

Apple a mis au point une technique d'**optimisation fiscale** appelée le « **double irlandais** », qui consiste à réduire l'impôt en acheminant les bénéfices vers un paradis fiscal par l'intermédiaire de filiales irlandaises et hollandaises. Cela permet la circulation mondiale des bénéfices sans payer d'impôts.

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

L'essentiel en 5 points

L'intégration européenne s'est faite par étapes : la CEE en 1957, l'Union douanière en 1968, le marché unique en 1993 puis l'Union économique et monétaire en 1999.

Le marché unique repose sur la libre circulation des biens et des services, des capitaux et des personnes. Il est favorable à la croissance mais il reste inachevé.

La construction européenne repose sur des politiques économiques communes, notamment la **politique de concurrence** qui cherche à limiter le pouvoir de marché des entreprises

L'adoption de la monnaie unique accompagne l'intégration économique. Elle conduit à une combinaison d'une politique monétaire supranationale et de politiques budgétaires nationales.

La gouvernance économique de la zone euro présente des défauts de coordination ayant conduit à des déséquilibres croissants entre pays membres. Les politiques économiques peinent à répondre aux chocs asymétriques.

1 Les économies européennes connaissent un processus croissant d'intégration

a. Les principales étapes de l'intégration européenne

DOSSIER 1A

- À la suite de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, six pays européens signent le **Traité de Rome en 1957** qui créera la Communauté économique européenne (CEE). L'**Acte Unique européen (1986)** organisera la réalisation d'un marché unique autour de quatre libertés : la libre circulation des biens et des services (1993), des personnes (accords de Schengen en 1985) et des capitaux (1990).
- Le **Traité de Maastricht (1992)** met en place les étapes du passage à la monnaie unique en 1999 et étend le champ des compétences de la Communauté européenne qui devient l'Union européenne (UE).
- La CEE puis l'UE se sont dotées d'**institutions communes** (Conseil européen, Commission, Parlement, etc.) qui se sont adaptées aux élargissements successifs notamment en 2004 et 2007.

b. Les avantages et limites du marché unique

DOSSIER 1B ET C

- Le **marché unique** a favorisé la circulation des capitaux, des biens et services et des personnes. Cela a intensifié la concurrence entre les firmes de ses États membres qui ont pu rationaliser leur production et faire des économies d'échelle.
- L'intégration européenne a donc exercé une pression à la baisse sur les prix et favorisé une plus grande variété de produits disponibles, favorisant ainsi le **commerce intra-européen**.
- Enfin, l'intégration devait permettre une **convergence** des différentes économies nationales. Ces **effets de rattrapage** des pays les moins prospères se sont toutefois traduits par une divergence des structures économiques du fait d'une **spécialisation croissante**. Ainsi, tous les pays n'ont pas également bénéficié de la mise en place du marché unique.

c. La politique de concurrence accompagne le marché unique

DOSSIER 1D

- La **politique de la concurrence** est indissociable de la construction européenne et du fonctionnement du marché unique européen. La Commission européenne dispose de moyens étendus pour contrôler les situations pouvant restreindre la concurrence : **ententes, abus de position dominante, monopoles, concentrations et aides publiques** à certaines entreprises.
- La politique de concurrence européenne se veut une **politique économique au service des consommateurs et de la compétitivité des entreprises européennes**.
- Mais l'application stricte des règles de concurrence peut empêcher la constitution de champions européens et freiner la mise en place d'une véritable **stratégie industrielle** européenne.

Mots-clés

Le **marché unique** désigne un espace sans frontières intérieures dans lequel les marchandises, les services et les capitaux circulent librement et où les citoyens européens peuvent librement travailler, voyager, étudier...

La **politique monétaire** est l'action de la Banque centrale sur la quantité de monnaie en circulation dans l'économie pour favoriser l'activité économique et stabiliser le niveau des prix.

Le **taux d'intérêt directeur** principal («refi») est déterminé par la Banque centrale sur le marché interbancaire. Il est un instrument de la politique monétaire pour agir sur le niveau de l'activité et de l'inflation à travers le crédit bancaire.

Les **politiques monétaires non conventionnelles** sont utilisées par les banques centrales lorsque l'action sur les taux d'intérêt est insuffisante (taux trop faibles en situation de «trappe à liquidité») pour stimuler l'activité comme par exemple le *Quantitative Easing* qui consiste en des rachats de titres en contrepartie d'une création de base monétaire (monnaie centrale).

La **politique budgétaire** agit sur le niveau de l'activité économique à travers le budget. Elle détermine le niveau des dépenses publiques et des impôts.

Une zone monétaire est **optimale** si les coûts liés au passage à une monnaie unique (perte de l'autonomie de la politique monétaire et de change) sont inférieurs aux avantages (progression des échanges, meilleure spécialisation productive, disparition de l'incertitude liée aux fluctuations du change...).

Un **choc asymétrique** est un événement ayant un impact seulement dans un pays, ou avec une intensité différente selon les pays (catastrophe naturelle...).

2 La politique conjoncturelle est déterminée au niveau européen

a. La politique monétaire permet d'agir sur l'activité et l'inflation

DOSSIER 2 A ET B

- L'euro naît le 1^{er} janvier 1999 avec 11 membres au départ formant l'Union économique et monétaire (UEM). 19 pays sont aujourd'hui membres de la zone euro.
- La Banque centrale européenne (BCE), indépendante des gouvernements doit respecter l'objectif-cible de 2 % d'inflation. Elle détermine la politique monétaire. Elle agit sur l'activité par l'usage des taux d'intérêt directeurs, en les baissant pour stimuler la consommation et l'investissement et en les augmentant pour limiter les tensions inflationnistes liées à une trop forte création monétaire.
- Face à la crise de 2008, la BCE a mené une politique active et pragmatique, baissant les taux d'intérêt puis mettant en œuvre des politiques monétaires non conventionnelles pour limiter la hausse des taux d'intérêt sur les dettes souveraines des États mis en difficulté.

b. Des politiques budgétaires contraintes dans le cadre européen

DOSSIER 2 C

- Le budget communautaire existe mais il est limité à 1,27 % du PIB des États membres. Cela reste très insuffisant pour assurer des transferts entre États en cas de choc économique touchant l'un d'entre eux. Près de la moitié de ses dépenses concerne en outre la politique agricole commune (PAC).
- Les politiques budgétaires restent de la compétence des États mais sont encadrées par des traités, d'abord le Pacte de stabilité et de croissance (Traité d'Amsterdam de 1998) supposé encadrer les politiques budgétaires des États en fixant des règles relatives au déficit public (<3 % du PIB) et à la dette publique (<60 % du PIB) puis le Pacte budgétaire depuis 2012.
- Le pacte budgétaire adopté en 2012 renforce les règles budgétaires («règle d'or»). Il n'est pas parvenu à assurer un contrôle suffisant sur les finances des États, annonçant la crise des dettes souveraines en 2011.

3 La gouvernance économique présente des faiblesses

a. Un policy mix européen face aux chocs asymétriques

DOSSIER 3 A

- La zone euro est caractérisée par la combinaison (policy mix) d'une politique monétaire unique gérée par la BCE et de politiques budgétaires nationales encadrées.
- La politique monétaire de la BCE étant unique, propose également un taux d'intérêt nominal unique. De fait, certaines économies plus inflationnistes ont pu consommer et s'endetter plus que d'autres grâce à de faibles taux d'intérêt réels. Cela a entraîné une divergence des économies au sein de la zone euro en encourageant l'endettement des entreprises et des ménages et les bulles spéculatives dans les pays en rattrapage (Irlande, Portugal, Espagne, Grèce...).
- La crise initiée à l'été 2007 a révélé ces déséquilibres. Les taux d'intérêt sur les emprunts publics se sont considérablement accrus, déclenchant une crise de la dette publique.

b. Un nécessaire approfondissement de la gouvernance économique

DOSSIER 3 B

- L'abandon de la politique monétaire présente un coût pour les économies de la zone euro car elles ne peuvent plus ajuster leur taux d'intérêt ou leur taux de change en fonction de leurs besoins.
- Pour réduire ces coûts, il faut améliorer l'optimalité de la zone par plus d'harmonisation fiscale, par une plus importante mobilité des facteurs (théorie des zones monétaires optimales) et par des transferts et une coordination budgétaires plus importants pour répondre aux chocs asymétriques.

Ne pas confondre

Taux d'intérêt directeur et taux d'intérêt sur les obligations souveraines

La BCE fixe un taux d'intérêt directeur unique pour l'ensemble des pays de la zone euro. Ce taux détermine ceux des prêts accordés par les banques commerciales et affecte le niveau d'emprunt des agents. Le taux d'intérêt sur les obligations souveraines (les bons du Trésor) détermine les taux d'emprunts à long terme que devront payer les États aux prêteurs sur les marchés financiers. La baisse des taux d'intérêt réels et des taux sur les obligations souveraines a ainsi favorisé respectivement l'endettement privé et l'endettement public des pays en rattrapage.

Déficit public et déficit extérieur

Le déficit public est la différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques. Ces déficits (flux annuel) alimentent chaque année la dette (stock accumulé). Le déficit extérieur est la différence entre les exportations et les importations (déficit courant).

Chiffres clés



Le marché unique représente un marché de **511 millions** de consommateurs (446 millions après le Brexit), supérieur à celui des États-Unis (325 millions).



Les échanges entre les États européens ont progressé environ de **110 %** pour les biens et de **58 %** pour les services depuis 1987.



La France réalise les **deux tiers** de ses échanges commerciaux avec les pays de l'Union européenne.



« L'Europe se fera par la monnaie ou ne se fera pas »

Jacques Rueff (1896 - 1978), haut fonctionnaire et économiste libéral français.

QUELLES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPÉEN ?



- **Marché unique : avantages / inconvénients**
- Rationalisation de la production des États membres et économie d'échelle
 - Pression à la baisse des prix
 - Développement du commerce intra-communautaire
 - Convergence des différentes économies nationales = effet de rattrapage
 - Tous les pays n'en profitent pas de manière égalitaire

Il est favorable à la croissance mais reste inachevé = mobilité insuffisante des facteurs

→ **Politique de la concurrence**

Accompagne le marché unique

La Commission européenne sanctionne :

- Les ententes
 - Les abus de position dominante et contrôle
 - Les concentrations
 - Les aides publiques
-

SOLUTIONS

Il faut optimiser la zone euro !

- Importante mobilité des facteurs
- Harmonisation fiscale
- Coordination budgétaire



1 Vérifier des affirmations

Vrai ou faux ?

1. Le marché unique:

- a. apparaît déjà comme un objectif dans le traité de Rome de 1957 et est organisé par l'Acte Unique Européen de 1986.
- b. doit permettre la mise en place de quatre libertés de circulation : des biens, des services, des capitaux et des hommes.
- c. est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

2. La création de l'euro:

- a. se fait dans la continuité du Système monétaire européen (SME) qui a été mis en place pour limiter les fluctuations du change à la fin du système de Bretton Woods.
- b. repose sur la mise en place d'un budget européen commun aux États membres de l'UE.
- c. a impliqué le respect des critères de convergence du traité de Maastricht notamment de déficit et d'endettement publics.

3. La zone euro:

- a. rassemble 19 États membres sur les 28 (27 après le Brexit) pays de l'Union européenne.
- b. conduit les États membres à abandonner leur politique monétaire nationale au profit d'une politique monétaire unique menée par la Banque centrale européenne (BCE) indépendante des pouvoirs publics et a pour objectif unique la stabilité des prix.
- c. s'appuie sur un budget européen important et des politiques budgétaires très coordonnées.

2 Associer un terme à sa définition

Retrouvez la définition des termes suivants dans la liste ci-dessous :

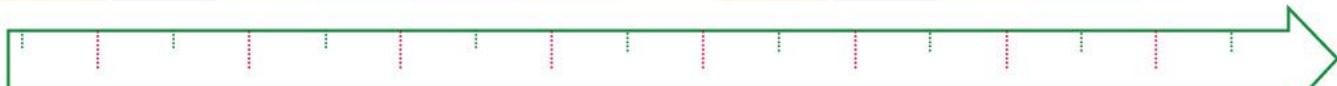
- | | |
|----------------------------|-----------------------------|
| 1. Zone monétaire optimale | 2. <i>policy mix</i> |
| 3. marché unique | 4. politique de concurrence |
| 5. convergence économique | 6. choc asymétrique |

- a. Espace économique dans lequel les biens, les services, les capitaux et les hommes circulent librement, sans barrières tarifaires ou techniques. Comme dans le cas d'une union douanière, un tarif extérieur commun peut être appliqué aux pays tiers.
- b. Tendance au rapprochement du niveau de vie et des principaux indicateurs économiques d'un ensemble de pays.
- c. Il s'agit d'une politique structurelle qui cherche à lutter contre certaines concentrations d'entreprises, les ententes et abus de position dominante afin de veiller à ce que les prix n'augmentent pas pour les agents économiques.
- d. Combinaison de la politique monétaire et budgétaire.
- e. Des pays ont intérêt à adopter une monnaie unique car cela représente plus d'avantages que de coûts par rapport à une situation de changes fixes. C'est d'autant plus le cas qu'il existe une liberté de circulation des hommes et des capitaux, que les économies ont des structures comparables, qu'il existe des mécanismes d'ajustement aux chocs (budget fédéral ou fonds de transfert).
- f. Il s'agit d'un événement macroéconomique qui affecte seulement un secteur d'activité et un pays donné ou avec une intensité variable selon les pays.

3 Se repérer dans une chronologie

Reliez les dates suivantes aux événements qui leur correspondent (attention, certaines dates peuvent correspondre à plusieurs événements) :

- a. 1957 b. 1968 c. 1979 d. 1990 e. 1986 f. 1992 g. 1993 h. 1997 i. 1999 j. 2010 k. 2015



1. Création de la communauté économique européenne.
2. La BCE engage une politique de *Quantitative Easing*.
3. Signature de l'Acte unique qui met en place les étapes de création du marché commun.
4. Adoption de l'euro.
5. Création de l'Union douanière avec la mise en place d'un tarif extérieur commun.
6. Signature du traité de Rome.
7. Mobilité des capitaux entre les pays membres de la CEE.
8. Mise en place du Système monétaire européen (SME)

9. Début de la crise des dettes souveraines et adoption en mai du Fonds européen de stabilité financière (FESF) qui met en place dans l'urgence un système de solidarité budgétaire entre États membres.
10. Traité de Maastricht qui fixe les étapes devant conduire à l'adoption de la monnaie unique.
11. Mise en place du marché unique assurant la libre circulation des marchandises.
12. La CEE devient l'Union européenne.
13. Pacte de stabilité et de croissance qui encadre la politique budgétaire des États membres de l'UE.

Mobiliser ses connaissances

4 Compléter un tableau de synthèse du cours

Associez les idées suivantes à une case numérotée du tableau ci-dessous.

a. le déficit public doit être limité à 3% du PIB et la dette publique à 60% du PIB **b.** des instruments non conventionnels après la crise (*Quantitative Easing...*) **c.** une plus grande variété des produits pour les ménages et les entreprises **d.** obstacles culturels administratifs et techniques à la libre circulation des personnes et des services **e.** une zone monétaire non optimale

f. la politique de concurrence complète le marché unique **g.** mais des conceptions divergentes de la solidarité qui limitent l'approfondissement de l'intégration **h.** une dynamique de rattrapage des niveaux de vie interrompue par la crise et les politiques de dévaluation interne.

La mise en place du marché unique	La politique conjoncturelle dans le cadre de la zone euro	Les difficultés de la gouvernance de la zone euro
1 Une intégration économique croissante <ul style="list-style-type: none">– Quatre libertés de circulation sur lesquels repose le marché unique : des biens, des services, des personnes et des capitaux– Les principales étapes : CEE en 1957, marché commun en 1968, accords de Schengen sur la circulation des personnes en 1985, liberté de circulation des capitaux en 1990, marché unique en 1993	4 Une politique monétaire supranationale <ul style="list-style-type: none">– Adoption de la monnaie unique en 1999 pour accompagner le marché unique, redonner une autonomie à la politique monétaire (Triangle d'incompatibilité de Mundell)– Indépendance de la BCE avec un objectif final de stabilité des prix (qui a permis de stabiliser l'inflation)– Des instruments conventionnels (taux d'intérêt directeurs, opérations d'<i>open market</i>, réserves obligatoires)– Des écarts de taux d'intérêt réels entre pays de la zone euro, qui rendent la politique monétaire procyclique	6 Des divergences croissantes depuis le passage à la monnaie unique <ul style="list-style-type: none">– Un endettement public et privé croissant des pays du sud de l'Europe du fait des facilités d'emprunts– Un creusement des écarts de productivité et de déficits extérieurs– Des déséquilibres qui se révèlent lors de la crise des dettes souveraines en 2011
2 Les avantages attendus du marché unique <ul style="list-style-type: none">– Concurrence accrue et économies d'échelle favorables à la baisse des prix– Croissance favorable au rattrapage économique et aux débouchés	5 Des politiques budgétaires encadrées par les traités <ul style="list-style-type: none">– Un budget européen limité à 1,27 % du PIB de l'UE qui ne permet pas de mener une politique budgétaire supranationale– Des politiques budgétaires qui relèvent de la responsabilité des États mais encadrée par le Pacte de stabilité et de croissance (1997) puis le Pacte budgétaire (2012)	7 Un policy mix asymétrique qui ne permet pas de répondre aux chocs affectant la zone euro <ul style="list-style-type: none">– Une politique monétaire supranationale et des politiques budgétaires nationales contraintes– Pas de solidarité entre États : les États les plus touchés par la crise ont dû mener une dévaluation interne (compression de la demande) douloureuse
3 Les limites du marché unique <ul style="list-style-type: none">– Concurrence fiscale entre États (<i>dumping social et fiscal</i>)– Dynamiques économiques divergentes		8 Les défis de la gouvernance économiques <ul style="list-style-type: none">– Une politique monétaire qui a su être active et pragmatique– Une union bancaire pour lutter contre l'instabilité financière– Des avancées en termes de fédéralisme budgétaire.

5 Compléter un texte

Complétez ce texte à l'aide des termes suivants :

a. divergences **b.** supranationale **c.** déficit **d.** taux d'intérêt nominal **e.** avantage comparatif **f.** budget européen
g. indépendante **h.** dettes souveraines **i.** dette

Les politiques économiques menées au sein de la zone euro présentent des spécificités. La politique monétaire est conduite pour l'ensemble des pays de la zone par une banque centrale (1...), la BCE, dont l'objectif est d'assurer la stabilité des prix. La politique budgétaire reste de la responsabilité des États membres mais ils sont contraints par le respect de règle, à savoir limiter le (2....) public à 3% du PIB et la (3...) publique à 60% du PIB. Le (4....) joue un rôle de transfert très limité entre les États puisqu'il doit rester en deçà de 1,27% du PIB des États de l'Union européenne.

Ce policy mix est asymétrique puisque seule la politique monétaire est (5....). Il a sous certains aspects favorisé une politique économique procyclique. Ainsi, le (6....) fixé par la BCE était souvent trop faible pour les pays à forte croissance, encourageant ainsi l'endettement et l'inflation, ce qui dégrade

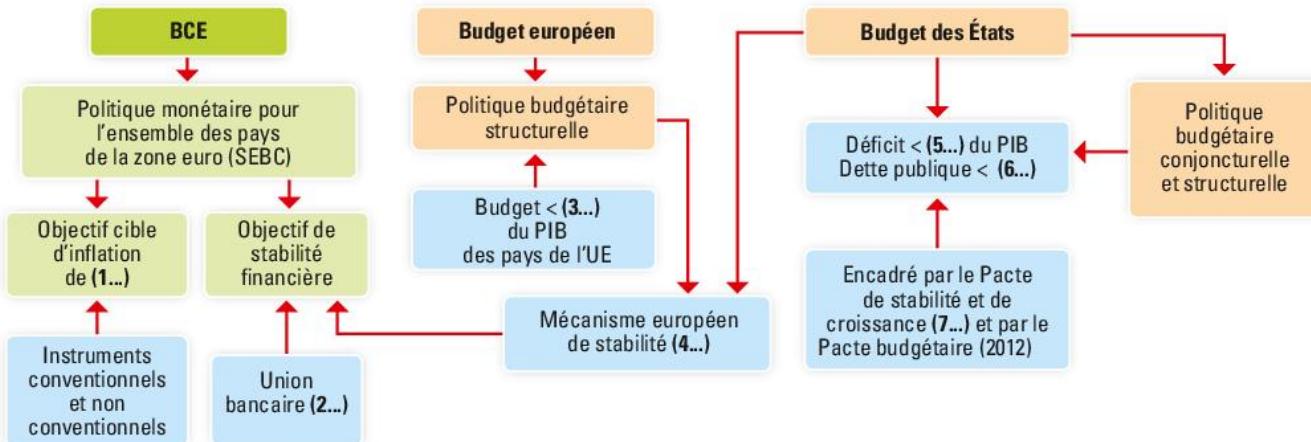
le solde commercial des pays en rattrapage tout au long des années 2000. Le Pacte de stabilité et de croissance a également restreint les possibilités de relance budgétaire des pays connaissant une faible croissance. Ces éléments ont favorisé les (7...) économiques des pays de la zone euro, accentuant celles liées aux spécialisations productives : les pays du centre, plus industrialisés ont ainsi renforcé leur (8....), tandis que ceux du sud se sont spécialisés dans les services et la construction. L'amplification de ces divergences économiques entre pays de la zone euro a été brutalement révélée lors de la crise des (9...) dès 2010, résultant de la crise financière de 2008, entraînant une modification sensible de la gouvernance économique et notamment l'adoption du Pacte Budgétaire en 2013 et de l'Union bancaire en 2014.

6 Compléter un schéma

Trouvez les dates et les chiffres qui complètent le schéma suivant :

- a. 1,27% b. 2% c. 3% d. 60% e. 2012 f. 1998 g. 2014

Un *policy mix* asymétrique et doté de mécanismes de contrôle



7 Résumer les mécanismes de la politique monétaire

Complétez les termes manquants en utilisant les mots suivants une ou plusieurs fois : *housse, baisse, achat, vente, augmenter, réduire*.

	Politique monétaire expansionniste ou de relance	Politique monétaire restrictive ou de rigueur
Objectifs	..... la croissance et réduction du chômage	..... l'inflation
Instruments conventionnels	..... du taux d'intérêt directeur de titres aux banques commerciales pour accroître la liquidité sur le marché interbancaire (opérations d' <i>open market</i>) du taux des réserves obligatoires	..... du taux d'intérêt directeur de titres aux banques commerciales pour accroître la liquidité sur le marché interbancaire (opérations d' <i>open market</i>) du taux des réserves obligatoires
Mécanismes de transmission	..... de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises de l'emprunt, de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation	..... de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises de l'emprunt, de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation
Possibles effets pervers	..... de l'inflation	..... de la croissance et du chômage

8 Résumer le fonctionnement de la politique budgétaire

Mettre la flèche adéquate dans le tableau suivant: ↗ ou ↙

	Politique budgétaire expansionniste ou de relance	Politique budgétaire restrictive ou de rigueur
Objectifs	..... la croissance et réduction du chômage	..... le déficit public
Moyens	..... de la dépense publique (investissement public, subventions aux entreprises...) des impôts de la redistribution en faveur des ménages les plus modestes (housse du salaire minimum, hausse des prestations sociales)	..... de la dépense publique (investissement public, subventions aux entreprises...) des impôts des mécanismes de solidarité pour réduire le déficit des administrations de sécurité sociale
Mécanismes de transmission	..... de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises	..... de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises
Conséquences	..... du déficit budgétaire	..... du déficit budgétaire
Possibles effets pervers	..... de l'inflation des importations et dégradation du solde extérieur Effet d'éviction par le taux d'intérêt	..... de la croissance et du chômage du déficit extérieur

Le vocabulaire à maîtriser

Réalisez votre lexique pour ce chapitre à partir des mots-clés suivants.

- Banque centrale ➔ **Dossier 1 A, p. 172**
- Marché unique ➔ **Dossier 1 B, p. 174**
- Politique de concurrence ➔ **Dossier 1 D, p. 178**
- Monnaie unique ➔ **Dossier 2 A, p. 180**
- Instruments conventionnels et non conventionnels de la politique monétaire, politique procyclique/contracyclique, taux d'intérêt directeur
➔ **Dossier 2 B, p. 182**
- Politique budgétaire, *policy mix* ➔ **Dossier 2 C, p. 184**
- Choc asymétrique, zone monétaire optimale
➔ **Dossier 3 A, p. 188**

En première

- **Chapitre 2:** structure de marché, concurrence pure et parfaite/imparfaite, dilemme du prisonnier ou théorie des jeux, monopole, oligopole, entente/cartel, pouvoir de marché, abus de position dominante
- **Chapitre 4:** investissement, consommation, déficit budgétaire, déficit public, dépense publique, recettes publiques, administrations publiques, dette publique, marché des fonds prêtables, effet d'éviction, effet de relance (multiplicateur d'investissement)
- **Chapitre 5:** masse monétaire, agrégat monétaire (M3), monnaie centrale, marché monétaire, marché interbancaire, opérations de refinancement/de compensation/d'*open market*, réserves obligatoires

Ne pas confondre

Assurez-vous de bien maîtriser les phénomènes ou concepts suivants en vous entraînant à les distinguer.

- Chocs symétrique et asymétrique
- Coordination des politiques budgétaire et fédéralisme budgétaire
- Déficit et dette publique
- *Dumping fiscal et social*
- Politique monétaire et budgétaire
- Politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle
- Politique conjoncturelle et politique structurelle
- Taux d'intérêt directeur nominal et réel
- Taux d'intérêt directeur et taux d'intérêt sur les obligations souveraines
- Zone de libre-échange/union douanière/marché commun

Les schémas ou tableaux de synthèse à retenir

Synthétisez vos connaissances dans des schémas ou des tableaux, notamment sur les thèmes de la liste suivante. Appuyez-vous sur ceux proposés dans les dossiers de ce chapitre.

- Les objectifs, moyens et effets positifs/négatifs de la politique de concurrence ➔ **Dossier 1 D, p. 178**
- Les mécanismes de la politique monétaire de rigueur et de relance ➔ **Dossier 2 B, p. 182**
- Les instruments et les effets de la politique monétaire ➔ **Dossier 2 B, p. 182**
- Les mécanismes de la politique budgétaire de rigueur et de relance ➔ **Dossier 2 C, p. 184**
- La différence entre des politiques économiques menées dans le cadre d'une zone monétaire et hors zone monétaire ➔ **Dossier 3 A, p. 188**

Le graphique à connaître

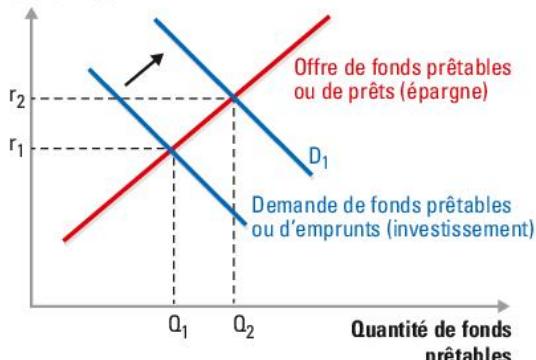
Reproduisez et expliquez le schéma suivant en veillant à bien noter à quoi correspondent les axes et les courbes.

CONSEIL

Veillez à bien restituer les axes du graphique. Assurez-vous parvenez à respecter l'impact du déplacement des courbes.

L'équilibre sur le marché des fonds prêtables

Taux d'intérêt



L'effet d'éviction sur le marché des fonds prêtables:

L'offre de fonds prêtables provient des gens qui ont un excédent de revenus et qui veulent prêter cette épargne. La demande de fonds prêtables provient des gens qui veulent emprunter pour investir. L'investissement est à l'origine de cette demande de fonds.

Le taux d'intérêt permet d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de fonds prêtables.

Les mécanismes à comprendre

Rédigez les mécanismes à comprendre en vous aidant des dossiers.

- *Policy mix* renforce la divergence des économies
- Pourquoi les taux d'intérêt réels divergent dans les économies d'une zone monétaire
- Ce qui crée l'optimalité d'une zone monétaire
- Comment le déficit public accroît la dette publique et la dette publique le déficit
- Comment la baisse des taux d'intérêt directeur agit sur la masse monétaire et sur l'inflation

Idées de sujets disciplinaires pour le Grand oral

- L'intégration européenne après le Brexit
- Les banques centrales et le financement de la transition écologique
- Quelles avancées et quels défis pour la construction de l'Europe sociale ?
- Faut-il renforcer le fédéralisme budgétaire dans la zone euro ?
- Fallait-il adopter l'euro ?

Idées de sujets interdisciplinaires pour le Grand oral

Avec les arts

- Comment les artistes participent-ils à la construction d'une identité européenne ?

Avec l'HGGSP

- L'histoire des relations franco-allemandes dans la construction européenne
- L'UE entre élargissements et approfondissements

Avec humanités, littérature et philosophie

- Quelle politique culturelle au niveau européen ?

Avec langues et littératures étrangères

- L'histoire de l'Angleterre dans la construction européenne: entre attraction et répulsion
- Erasmus: diffuser la connaissance et favoriser la mobilité géographique

Avec les mathématiques

- Harmoniser les statistiques européennes: le rôle d'Eurostat

Avec le numérique et les sciences de l'informatique

- Comment expliquer l'absence de géant numérique européen ?

Avec la physique-chimie

- EURATOM et les défis de la recherche européenne

Avec les SVT

- La politique agricole commune: comment rendre compatibles l'autonomie alimentaire de l'UE et le respect de l'environnement ?

CONSEIL

Pour chaque problématique, assurez-vous de maîtriser le vocabulaire, de rassembler des arguments et des auteurs pour être capable d'apporter une réponse organisée.

Les problématiques possibles pour la partie 3 de l'EC ou la dissertation

- Comment la constitution d'une union économique et monétaire a-t-elle été une étape importante de l'intégration européenne ?
- Quels sont les objectifs et les limites de la politique de concurrence ?
- Quels sont les objectifs et les difficultés liés à l'adoption d'une monnaie unique ?
- Quels sont les avantages/les difficultés de la mise en place du marché unique ?

- Quelles sont les spécificités des politiques économiques menées dans la zone euro ?
- La création de l'UEM a-t-elle été favorable à la croissance / la convergence des économies de la zone euro ?
- Pourquoi les pays de la zone euro ont-ils des difficultés à réagir à des chocs asymétriques ?

Pour en savoir plus

À lire

- Michel Dévoluy, Gilbert Koenig, *Les Politiques économiques européennes*, Points, 2015.
- Marie-Annick Barthe, *Économie de l'Union européenne*, Economica, 2014.

À consulter

- Banque centrale
- La Finance pour tous
- Le dossier Facil'Eco du Ministère de l'économie sur la Banque centrale européenne
- Commission européenne
- Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe



À voir

- *Les grandes étapes de la construction européenne*, Le Monde.
- Agnès Benassy-Quéré, *La Crise de la zone euro*, CEPII.
- *La création monétaire et le rôle de la Banque centrale*.
- *Le fonctionnement du Système européen des banques centrales*, Cité de l'économie.
- Débats de France Stratégie.



Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

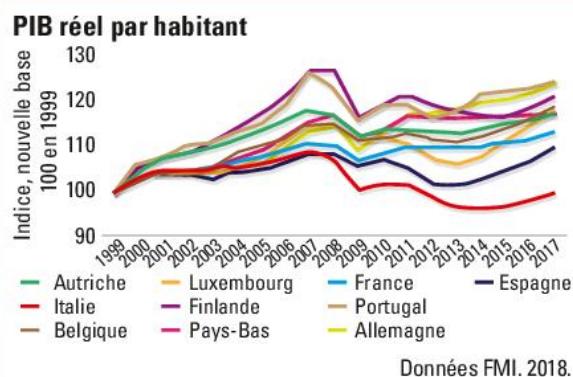
Vous présenterez deux effets de l'adoption d'une monnaie unique pour les pays de la zone euro.

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

- Présentez l'évolution du PIB réel par habitant de l'Allemagne, de la France et de l'Italie entre 1999 et 2017.
- Montrez que l'appartenance à la zone euro ne bénéficie pas également à tous les pays.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous présenterez les effets du passage à l'euro sur la politique monétaire et budgétaire des États-membres.



Doc 1

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) [...] ou « Pacte budgétaire » a été signé le 2 mars 2012 par 25 des 27 États membres de l'Union européenne. Le Royaume-Uni et la république Tchèque ne l'ont pas signé [...].

Ce traité a pour objectif principal de « renforcer le pilier économique de l'Union économique et monétaire en adoptant des règles destinées à favoriser la discipline budgétaire au moyen d'un pacte budgétaire, à renforcer la coordination de leurs politiques économiques et à améliorer la gouvernance de la zone euro, en soutenant ainsi la réalisation des objectifs de l'Union européenne en matière de croissance durable, d'emploi, de compétitivité et de cohésion sociale. » Article 1 du TSCG.

L'article 3 du traité pose le principe de l'équilibre budgétaire (ou excédent) des administrations publiques (APU). Ce qui signifie que les dépenses prévues ne peuvent être supérieures aux recettes. En termes techniques, le déficit structurel¹ annuel des administrations publiques ne doit pas être supérieur à 0,5 % du PIB en euros courants.

Les États s'engagent à ne pas s'écartier même temporairement de cet objectif.

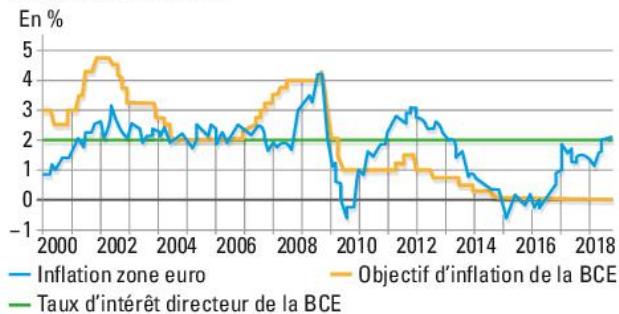
Si la dette publique est supérieure à 60 % du PIB, le pays défaillant s'engage à réduire son déficit au rythme d'un vingtième par an (article 4).

« Le TSCG », *La finance pour tous*, 17 juillet 2019.

1. Déficit hors impact des effets de la conjoncture sur le solde public.

Doc 2

Inflation dans la zone Euro et taux d'intérêt directeur de la BCE



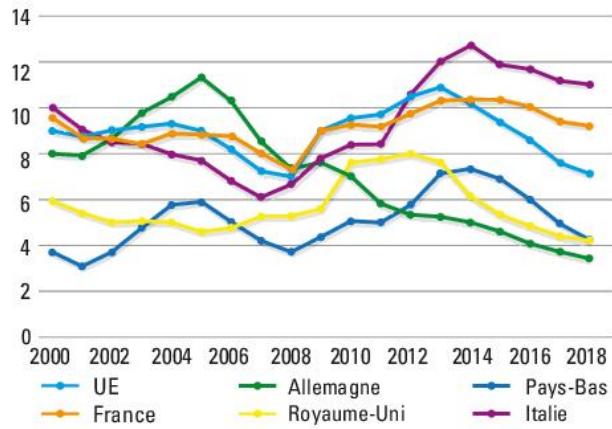
Note : La BCE a réduit son taux d'intérêt directeur à partir de 2008. Il devient nul en 2016. Elle adopte dès 2015, comme la Fed (dès 2009), le *quantitative easing*, qui n'a pris fin qu'en décembre 2018 alors que le taux d'inflation de la zone euro est autour de 2 %.

Données Banque de France, 2018.

Doc 3

Taux d'intérêt à long terme, à 10 ans des emprunts d'État

Chômage en Europe



Rédiger une réponse argumentée à partir d'un dossier documentaire

Fiche méthode

Application au sujet

Étape 1 Analyser le sujet

- ▶ Comprendre la **nature du travail** demandé et **définir les mots-clés**.
- ▶ L'analyse du sujet doit **préceder la lecture du dossier documentaire** afin de ne pas limiter le champ de sa réflexion, en particulier le cadre spatio-temporel.

- Définissez les mots clefs du sujet.

Conseil : Distinguez bien dès le départ la politique monétaire menée par la BCE et la politique budgétaire conduite par les États mais dépendant également du budget européen.

- Quelle est la nature du travail attendu ?

Conseil : Il s'agit d'analyser les implications du passage à l'euro sur la politique monétaire et budgétaire => plan analytique

- Procédez à une première lecture des documents pour repérer ce qu'ils apportent chacun pour répondre au sujet.

Étape 2 Exploiter le dossier documentaire

- ▶ Extraire l'**idée principale** du document et dégager les **idées secondaires**.
- ▶ Dégager les **complémentarités et oppositions** entre documents.
- ▶ **Mobiliser les illustrations** des documents.
- ▶ **Rassembler ses connaissances**.

- Dégagez les idées principales et secondaires des documents

Exemple pour le document 1. L'absence de politique budgétaire supranationale conduit à un renforcement du contrôle des politiques budgétaires des États pour mieux coordonner les politiques budgétaires afin de mieux résister aux chocs asymétriques : instauration d'une règle d'or budgétaire avec le Pacte budgétaire et de mesures plus systématique de sanction.

Exemple pour le document 2 : L'objectif principal de la BCE est la stabilité des prix. La BCE a su adapter son taux d'intérêt afin que l'inflation se maintienne autour de 2 %. Ainsi, après le passage à l'euro en 1999, le taux d'inflation passe de 1 % à 3 %, et le taux d'intérêt directeur passe de 3 % à 4,75 % sur la même période.

Exemple pour le document 3 : La gouvernance économique incomplète. Face au fort endettement des États (déficits et gonflement de la dette publique suite à la crise des subprimes), les marchés financiers ont autant sanctionné les fragilités de la gouvernance européenne que les excès d'endettement de certains États.

Étape 3 Structurer un plan et rédiger

- ▶ **Organiser sa réponse** selon un plan analytique, dialectique, comparatif.
- ▶ **Dégager des parties et des sous-parties** répondant au sujet et comprenant des connaissances et des illustrations.
- Le devoir ne doit pas être une simple analyse des documents successif.**
- ▶ **Rédigez un devoir** présentant une introduction, un développement et une conclusion en soignant les transitions et conclusions partielles.

- Dégagez des conséquences du passage à l'euro auxquels renvoient les documents et procédez à des regroupements de thématiques à aborder.

Conseil : Les documents mettent en valeur des aspects sur lesquels insister. Mais il y en a d'autres ! Mobilisez efficacement vos connaissances.

- Mobilisez vos connaissances sur le sujet.

- Organisez un plan composé de deux à trois parties et de deux à trois sous-parties.

Exemple de plan en 3 parties : I. La politique monétaire est supranationale et ne relève plus de la compétence des États.

A. Une politique monétaire supranationale.

B. La BCE répond à un objectif de stabilité des prix.

II. La politique budgétaire relève toujours de la compétence des États mais est encadrée.

A. Différents traités encadrent ou ont encadré la politique budgétaire.

B. Le budget européen reste trop limité pour mener une politique budgétaire commune.

III. Une gouvernance complexe qui présente des déséquilibres.

A. Une asymétrie entre une politique monétaire unique et des politiques budgétaires nationale qui rend complexe une réponse à des chocs.

B. Une gouvernance économique face au défi des crises et au risque d'une sanction des marchés.

- Rédigez l'intégralité du « raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire ».

Dissertation

Sujet : L'intégration économique et monétaire a-t-elle favorisé la convergence des économies européennes ?

Doc 1

Les critères de convergences (ou « critères de Maastricht ») sont des critères, fondés sur des indicateurs macroéconomiques, que doivent respecter les pays membres de l'Union européenne (UE) candidats à l'entrée dans la zone euro. Ces critères furent établis lors du traité de Maastricht, signés par les membres de l'Union européenne le 7 février 1992. Les quatre critères sont définis dans l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne. Ils imposent la maîtrise de l'inflation, de la dette publique et du déficit public, la stabilité du taux de change et la convergence des taux d'intérêt.

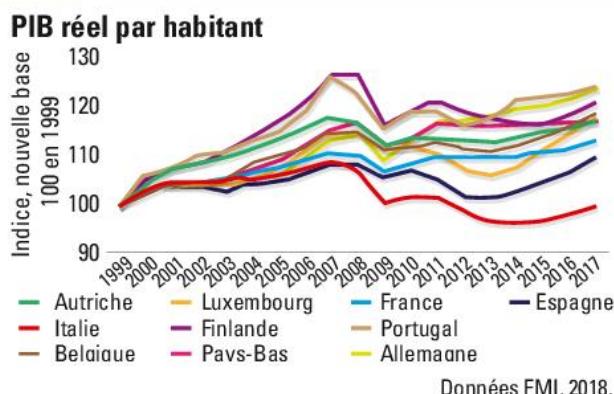
1. Stabilité des prix : le taux d'inflation d'un État membre donné ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point celui des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.
2. Situation des finances publiques : a. Interdiction d'avoir un déficit public annuel supérieur à 3 % du PIB. b. Interdiction d'avoir une dette publique supérieure à 60 % du PIB.

3. Taux de change : interdiction de dévaluer sa monnaie ; ceci fut rendu obsolète avec le passage à l'euro pour les pays de la zone euro. En outre, l'État membre doit avoir participé au mécanisme de taux de change du système monétaire européen (SME) sans discontinuer pendant les deux années précédant l'examen de sa situation, sans connaître de tensions graves.

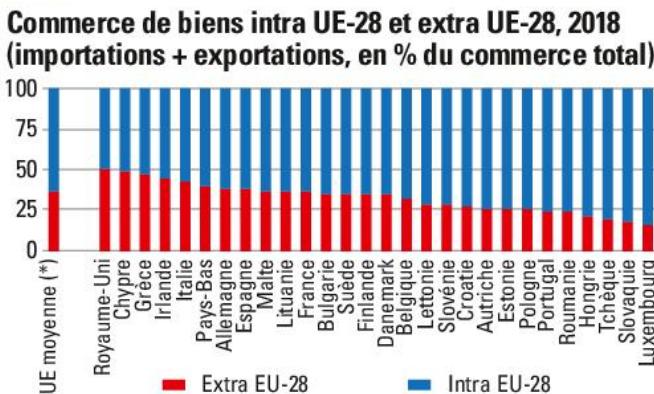
4. Taux d'intérêt à long terme : ils ne doivent pas excéder de plus de 2 % ceux des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix. Une fois entrés, les pays membres doivent continuer à respecter ces critères, sous peine d'avertissements puis de sanctions. Le respect de ces critères est jugé nécessaire à la réussite du Pacte de stabilité et de croissance, pour éviter les phénomènes de « passager clandestin » que les zones monétaires favorisent.

Insee, « Les critères de convergence », 2016.

Doc 2

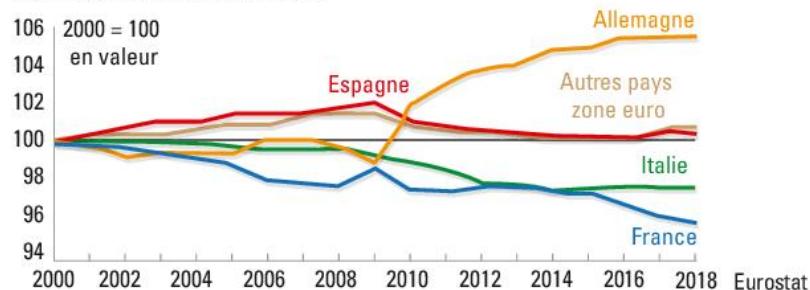


Doc 3



Doc 4

Part de la valeur ajoutée manufacturière dans celle de la zone euro



Distinguer argumentation et illustration

Fiche méthode

Étape 1 Analyser le sujet et dégager les informations pertinentes des documents

► (voir méthode du chapitre 1)

Application au sujet

- Analysez le sujet : définissez les mots-clés et réfléchissez à la nature du travail attendu.
- Résumez en quelques mots les apports des documents par rapport au sujet.
- Proposez un plan détaillé à ce sujet.

Conseil : Il faut insister en I sur la coordination des politiques économiques favorable à la convergence nominale en matière de taux d'inflation et de taux d'intérêt ; sur l'intégration croissante des échanges au sein de l'UE et la dynamique de rattrapage des pays membres. En II, vous pouvez souligner l'insuffisante convergence réelle (croissance, coût du travail, productivité) et le renforcement des écarts de spécialisation et de productivité, pour montrer comment la crise des *subprimes* puis des dettes souveraines en 2011 a pu révéler ces différences et les accentuer depuis.

Étape 2 Repérer les illustrations dans les documents

► Dégager les exemples et les données chiffrées les plus significatifs des documents pour illustrer les arguments dégagés. Montrer comment certains arguments ou illustrations d'un document répondent à d'autres documents.

► Mobiliser ses connaissances pour chaque thématique afin de trouver des arguments et des illustrations personnelles (références théoriques, mécanismes, vocabulaire précis...).

► Bien définir les termes utilisés dans vos analyses.

► La précision du vocabulaire et de l'usage des termes des documents est ce qui apporte de la rigueur à la rédaction.

► Organiser ses idées au sein de votre plan de la manière suivante : **constat, illustration, interprétation**.

- Montrez que les documents 1 et 3 permettent de dégager des arguments attestant de logiques de convergence.
- En quoi le document 2 permet-il de montrer des phénomènes de rattrapage jusqu'à la crise de 2008 ? que se passe-t-il ensuite ?

Exemple : Le document 2 montre que le PIB réel par habitant, qui mesure le niveau de vie a progressé pour l'ensemble des pays entre 1999, année du passage à l'euro et 2008, au moment du déclenchement de la crise des *subprimes*. Certains pays voient toutefois leur niveau de vie progresser plus rapidement que d'autres. Ainsi celui de la Finlande progresse de près de 30 % contre 8 % pour l'Italie. Les pays de plus petite taille ont en effet particulièrement bénéficié du marché unique et de la monnaie unique.

Les divergences se creusent toutefois depuis 2008, puisque certains pays, à l'instar de l'Italie, du Portugal et dans une certaine mesure de l'Espagne, ont perdu le bénéfice de leur rattrapage. Ici, elles sont réelles ou nominales.

- Montrez que les documents 2 et 4 présentent des phénomènes de divergence économique ? Lesquels ?
- Conseil :** Vous allez dégager des catégories de divergence, ce qui vous aide à structurer votre plan.

● Pour chaque idée dégagée, organisez votre exploitation du document en **constat, illustration, interprétation**. Reliez-les à vos connaissances pour les expliquer.

Exemple d'exploitation du document 4 :

Constat : La structure productive des pays de la zone euro se différencie. Certains pays sont plus spécialisés que d'autres dans la production de biens manufacturés alors que d'autres se désindustrialisent.

Illustration : Ainsi la part de la valeur ajoutée manufacturière, à savoir la richesse produite par le secteur secondaire, progresse de 6 % en Allemagne entre 2000 et 2018, mais baisse sur la même période de 4,5 % en France et de 2 % en Italie.

Interprétation : L'intégration régionale et la disparition du risque de change avec le passage à la monnaie unique favorise la spécialisation des États-membres selon leur avantage comparatif.

En outre, les États membres ont mené des politiques publiques différentes (compression du coût du travail en Allemagne avec les lois Hartz (2003-2005), politique de soutien à la demande et de réduction des inégalités dans les pays du sud de l'Europe).

Enfin l'existence même d'une zone monétaire renforce les divergences du fait d'écarts de taux d'intérêt réels liés aux différentiels d'inflation, facilités d'emprunts offertes aux pays du sud en croissance grâce à l'afflux de capitaux des pays du nord...

Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Montrez que l'Union économique et monétaire implique la coordination des politiques économiques des pays membres.

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

1. Rappelez la définition du coût salarial unitaire et présentez l'évolution du coût salarial en Espagne et en Allemagne entre 1999 et 2008.
2. Montrez à partir des données du graphique, que la constitution d'une zone monétaire ne se traduit pas par une convergence du coût salarial unitaire.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les États membres de l'Union européenne ont cherché à approfondir l'intégration de leurs économies.

Doc 1

Exportations des pays membres de l'Union européenne (UE)

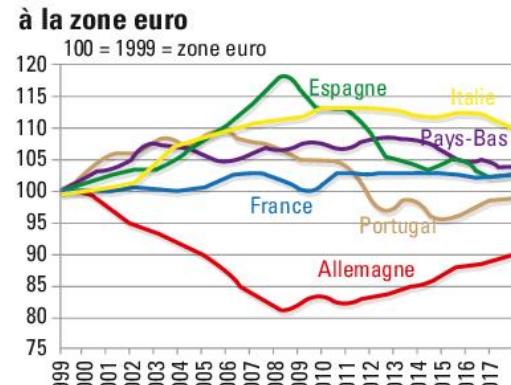
	Part des exportations extra-UE dans les exportations totales (en %, en 2015)	Part des exportations intra-UE dans les exportations totales (en %, en 2015)	Croissance annuelle moyenne des exportations intra-UE entre 2003 et 2015 (en %)
République Tchèque	17	83	13
Pologne	21	79	13
Pays-Bas	24	76	8
Roumanie	26	74	12
Espagne	35	65	8
France	41	59	4
Allemagne	42	58	7
Italie	45	55	6
Grèce	46	54	9

Eurostat, 2019.

Doc 2

Le traité de Rome (1957) distingue bien deux projets d'unification : l'abolition des barrières douanières et l'établissement d'un tarif commun d'une part, et d'autre part l'objectif beaucoup plus ambitieux de réaliser à l'échelle européenne les « quatre libertés » de circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. [...] Par l'Acte unique européen [...], la construction européenne passe d'une logique de marché commun à une logique de marché unique, mais aussi d'une logique d'intégration négative (suppression des droits de douane) à une logique d'intégration positive (instauration des quatre libertés) en devenant, au moins sur le plan juridique, un « espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée ». [...]

Coûts salariaux unitaires relatifs à la zone euro



Heyer Éric, Madec Pierre, « Le(s) marché(s) du travail européen », *Revue de l'OFCE*, no158, 2018/4.

Le marché des biens est fortement intégré [et] le marché du capital est à l'évidence le plus abouti des marchés européens. [...] Le lancement de la monnaie unique sur les marchés financiers (1999) a encore accéléré la fluidité du capital à l'échelle européenne.

[Mais] les politiques, notamment fiscales, sont restées gouvernées par la règle de l'unanimité. La concurrence fiscale qui en a résulté impose une contrainte puissante aux modèles sociaux nationaux. [...] D'autant que la construction européenne, qui a connu pas moins de sept élargissements en soixante ans, rassemble désormais des pays très hétérogènes dans leur niveau de développement.

Laurent Elio, « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », *L'économie européenne* 2017, OFCE, 2017.

Dissertation

Sujet : À quelles difficultés se heurtent les États membres de l'Union économique et monétaire pour coordonner leurs politiques conjoncturelles ?

Doc 1

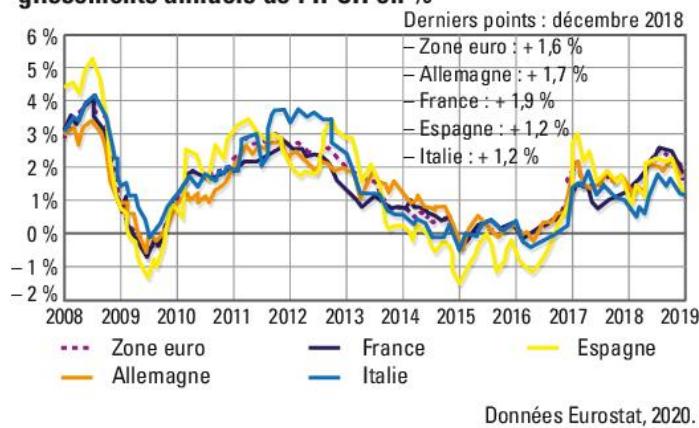
Principaux indicateurs économiques en zone euro en 2010 et 2016

	PIB par habitant (UE : base 100)		Solde extérieur (en milliards d'euros)		Dette publique (en % du PIB)	
	2010	2016	2010	2016	2010	2016
Union européenne (UE)	100	100	- 42,2	229,3	78,4	83,5
Zone euro	108	106	0,3	359,4	83,9	89,2
Allemagne	120	123	144,9	261,4	81,0	68,3
Espagne	96	92	- 42,4	21,8	60,1	99,4
France	108	105	- 16,7	- 20,4	81,6	96,0
Pays-Bas	134	128	44,5	58,7	59,3	62,3
Grèce	85	67	- 25,7	- 1,1	146,2	179,0

Eurostat, 2017.

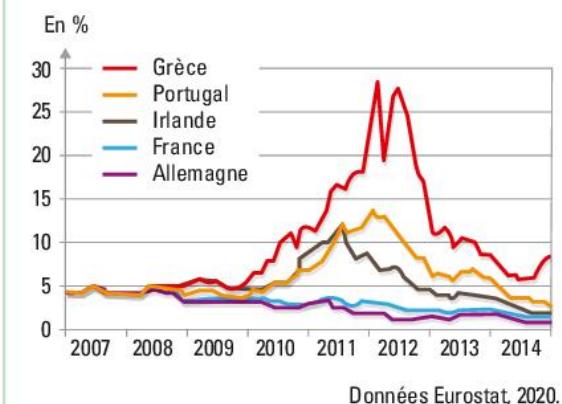
Doc 2

Inflation totale en zone euro par pays –
glissements annuels de l'IPC-H en % –



Doc 3

Taux d'emprunts d'État à 10 ans



Doc 4

La Commission a décidé de [...] clôturer la procédure concernant les déficits excessifs à l'égard de la Grèce, ouverte dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance qui vise à coordonner les politiques budgétaires et à assurer la viabilité des finances publiques dans l'Union européenne. Cette étape est le résultat des efforts considérables fournis ces dernières années par ce pays pour consolider ses finances publiques, associés aux progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de soutien en faveur de la Grèce au titre du Mécanisme européen de stabilité. [...] Seuls trois États membres relèvent encore du volet correctif du pacte de stabilité et de croissance (la France, l'Espagne et le Royaume-Uni), contre 24 pays lors de la crise financière en 2011.

Le solde des administrations publiques [en Grèce] est passé d'un déficit de 15,1 % en 2009 à un excédent de 0,7 % en 2016, soit bien en dessous du seuil de 3 % prévu par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. À cela s'ajoutent de vastes trains de réformes structurelles que la Grèce a adoptés dans le cadre des engagements pris en vertu du programme de soutien à la stabilité au titre du Mécanisme européen de stabilité. Selon les prévisions économiques du printemps 2017 de la Commission, les résultats budgétaires positifs de la Grèce devraient perdurer.

« La Commission recommande la clôture de la procédure concernant les déficits excessifs à l'égard de la Grèce », Communiqué de presse de la Commission européenne, 12 juillet 2017.